16-31 MAI 1969 BIMENSUEL 21e Année (Nouvelle Série). — N° 426

EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8e
Téléphone : EURope 47-08

SOMMAIRE

CLAUDE HARMEL. — Aspects oubliés de la carrière politique de Jacques Duclos 1

ERMETE ALBA. — L'extrême-gauche en Italie et son influence sur le P.C.I. 9

A. BIRD. — Des communistes polonais expliquent la dissolution du « Parti communiste de Pologne » 16

LUCIEN LAURAT. — Légendes et réalités de la « place vide » 20

ARCADY STOLYPINE. — Le rôle stratégique de la Mongolie entre Moscou et Pékin 22

ANDRÉ TONG. — Le Laos, une guerre oubliée 26

Aspects oubliés de la carrière politique de Jacques Duclos

S'IL avait gardé un peu de son ironie d'autrefois, s'il ne lui était pas resté du temps du « culte de la personnalité » un goût morbide, que l'âge aggrave, pour les encens même les plus frelatés, Jacques Duclos rirait bien, sous sa courte moustache, en lisant les biographies que donne de lui ce que les communistes appellent les organes de la bourgeoisie (bien à tort d'ailleurs, car quel journaliste aujourd'hui voudraient se dire bourgeois ?) et il puiserait dans cette lecture de quoi renforcer encore le mépris que les révolutionnaires d'autrefois professaient pour la servilité des valets de plume.

C'est à qui l'emportera en bassesse, en faux fuyant et en ignorance pour conférer un air de respectabilité, elle aussi bourgeoise, au candidat du Parti communiste. Tout ce qui pourrait donner à penser est soigneusement écarté de ces portraits complaisants, et sans doute Jacques Duclos ne s'en plaindra-t-il pas, les dirigeants du parti non plus puisque cette complaisance sert leur politique, mais, à le bien prendre et sans que ces thuriféraires l'aient cherché, elle dessert l'homme, car s'il y a quelque chose d'original, de pittoresque, d'aventureux, et, d'un certain côté, de méritoire dans la personne et dans la carrière de Jacques Duclos, c'est précisément ce qui donne à penser, ce qui ne cadre pas avec l'allure respectable qu'il adopte aujourd'hui et à laquelle les chroniqueurs mettent tant de zèle à se laisser prendre.

« LE BEAU TITRE DE STALINIEN »

« *Militant clandestin délégué de l'Internationale communiste* », c'est ainsi qu'André Vieuguet définit Duclos dans l'article de la *Nouvelle Revue Internationale* (mars 1969) où il rend compte des insipides « *Mémoires* » du « sénateur communiste » qu'un éditeur bourgeois a cru utile de faire figurer à son catalogue.

Pour qui sait ce que la tâche de délégué du Komintern comportait de besognes rebutantes et de servilité à l'égard de Moscou, surtout lorsqu'elle était exercée par un clandestin, par un homme qui, ayant fui son pays pour éviter la prison, se trouvait tout entier, corps et âme, sous la dépendance des dirigeants soviétiques, cette définition dit déjà beaucoup, beaucoup trop.

Servile à l'égard de Moscou, Jacques Duclos le fut toujours et, de par son intempérance de langage, il le fut avec une sorte de surenchère dans l'abjection. Si dur

que semble le terme, c'est bien de servilité abjecte qu'il faut parler, car si cette servilité a pu avoir au début l'excuse et la justification d'un dévouement sincère à ce qui semblait une juste cause, digne qu'on lui sacrifiât jusqu'à son honneur, Duclos était de ceux qui, bien avant la mort de Staline, connaissaient, mais taisaient par peur et par intérêt — pour n'avoir pas à redevenir pâtissier et par crainte du chantage — ce que plus tard, quand l'ordre en fut venu, ils devaient appeler les « *crimes* » de Staline.

Oui, Duclos n'ignorait rien, ou il n'ignorait que ce qu'il voulait bien ignorer, des crimes de Staline, de ses crimes contre les communistes — ce qui peut être affaire de famille — et de ses crimes contre les peuples russes que lui, Duclos, présentait comme les plus heureux du monde alors qu'il en connaissait la misère. Il n'en ignorait rien, sinon les détails, quand il prononçait, le 6 mars 1953, à la Conférence nationale du P.C.F., cet éloge funèbre de Staline :

« *Le camarade Staline est mort !*

« *Cette terrible nouvelle nous est parvenue la nuit dernière, venant détruire nos espoirs en la guérison de notre maître bien aimé.*

« *C'est un grand malheur qui nous frappe... La mort brutale vient de foudroyer le plus grand homme de ce temps. Nous avons du mal à réaliser ce qui vient de nous arriver. Une peine immense emplit nos cœurs, une peine qui est à la mesure de notre amour pour Staline...*

« *Staline est mort. C'est horrible d'être obligés d'associer ces deux mots...*

« *Les enseignements de Staline éclairent notre route, nous rappellent l'impérieuse nécessité de la fidélité aux principes du parti, de la lutte sans merci contre les déviations de la ligne marxiste-léniniste...*

« *Nous nous efforçons, suivant la trace du meilleur stalinien français, Maurice Thorez, d'être dignes, nous aussi, du beau titre de stalinien.*

« *Notre indéfectible solidarité va au glorieux Parti de Lénine et de Staline, à la grande Union soviétique, pays du socialisme, pays de l'amitié entre les nations, pays de la paix à qui le peuple de France ne fera pas, ne fera jamais la guerre...*

« *Camarade Staline, vous nous avez rappelé qu'aux heures sombres du tsarisme, en dépit des coups, les communistes ont tenu bon et ont remporté la victoire.*

« *Les communistes français, à la tête de la classe ouvrière et du peuple de France, tiendront bon et seront victorieux.*

« *Camarade Staline, vous nous avez recommandé de prendre en mains le drapeau de l'indépendance nationale et de le porter en avant pour devenir la force dirigeante de la nation.*

« *Les communistes français, à la tête de la classe ouvrière et du peuple de France, luttent et lutteront pour la restauration de l'indépendance nationale et pour la paix. Ils remporteront la victoire (1).*

« *Camarade Staline, vous nous avez recommandé de prendre en mains le drapeau des libertés démocratiques bourgeoises et de le porter en avant pour rassembler la majorité du peuple autour de nous.*

« *Les communistes français, à la tête de la classe ouvrière et du peuple de France, luttent et lutteront pour la défense des libertés démocratiques... Ils remporteront la victoire.*

« *Camarade Staline, votre mémoire vivra éternellement dans nos cœurs, dans le grand cœur de la classe ouvrière de France et vos enseignements éclaireront notre route pour aller de l'avant, à l'exemple de ce que vous avez fait en Union soviétique, vers le communisme.*

« *Camarade Staline, les communistes français seront dignes de vous* ». (*Cahiers du communisme*, mars 1953, pp. 267-270 *passim*).

Quiconque a un peu d'érudition en fait de soviétologie reconnaîtra que Duclos pousse ici la servilité plus loin encore qu'il n'y parait de prime abord : il copie servilement le style de Staline. Ces espèces de litanies sur lesquelles s'achève son oraison sont directement inspirées du discours que Staline prononça à la veille des funérailles de Lénine et qui stupéfia tout le monde, en un temps où les communistes se targuaient encore d'être des rationalistes qui ne sacrifiaient pas au culte des idoles, pas même à celui des grands hommes (2).

---

(1) On voit ici fort nettement ce que vaut l'aune du patriotisme des communistes français, dont certains font tant de cas. De l'aveu même de Duclos, c'est sur l'ordre de Staline qu'ils ont joué aux patriotes, et ils l'ont fait, non par souci de la France, mais par tactique, pour « *devenir la force dirigeante de la nation* ».

Voici le texte de Staline auquel Duclos faisait allusion, un passage de son allocution au XIX° Congrès du P.C.U.S., en octobre 1952.

« *Autrefois, la bourgeoisie était considérée comme la tête de la nation. Elle défendait les droits et l'indépendance de la nation, les plaçant « au-dessus de tout ». Maintenant, il ne reste plus trace du « principe national ». Maintenant, la bourgeoisie troque les droits et l'indépendance de la nation contre des dollars. Le drapeau de l'indépendance nationale et de la souveraineté nationale est jeté par dessus bord. Sans aucun doute, c'est à vous, représentants des partis communistes et démocratiques, de relever ce drapeau et de le porter en avant, si vous voulez être des patriotes, si vous voulez devenir la force dirigeante de la nation* ». (*Cahiers du Communisme*, n° spécial, novembre 1952, pp. 71-72).

(2) Dans son *Staline. Aperçu historique du bolchevisme* », Boris Souvarine relate ainsi cette contribution initiale de Staline au culte de la personnalité :

« *Dans ces manifestations tapageuses de délire collectif, où le pharisaïsme se mêle à l'élan naturel, Staline plus que quiconque a donné le ton. A la veille des funérailles, au deuxième Congrès des Soviets de l'Union, il prononce un discours étrange, peut-être le morceau le plus typique parmi tous ses écrits (car il n'a rien laissé à l'improvisation et le texte en est établi avec soin d'avance). Entre les paragraphes constitués d'affirmations élémentaires, de banalités rebattues, d'inlassables répétitions articulées avec l'accent de certitude absolue qui trahit l'ignorance, — sont intercalées des litanies à consonances slavonnes où l'ancien élève du séminaire de Tiflis tutoie Lénine déifié et avoue sans détours sa mentalité cléricale. Après quoi, il assemble bout à bout ses invocations d'allure fervente, détachées du contexte, pour en faire une sorte de « credo » à l'usage des catéchumènes de la religion léniniste. Le résultat mérite une reproduction intégrale :*

« *En nous quittant, le camarade Lénine nous a ordonné de tenir haute et de conserver pure la grande appellation de membre du Parti. Nous te jurons, ca-*

[Comment ne pas rappeler aussi que « *le grand cœur de la classe ouvrière* » est un emprunt, d'ailleurs banal, au dernier paragraphe de la brochure de Marx sur la commune de Paris. Telle est l'originalité du style de Jacques Duclos.]

En jurant ainsi « *post mortem* » à Staline une fidélité inébranlable, Jacques Duclos demeurait dans la ligne qui était la sienne depuis plus d'un quart de siècle, bien avant le temps où, avec Thorez, Cachin, Marty, il signait la lettre publique du 26 juillet 1935 dans laquelle ils promettaient une obéissance absolue à Staline :

« *Nous allons toujours suivre les ordres qui sont les ordres du chef génial des masses prolétariennes. Au moment décisif des révolutions, nous sommes sûrs de la victoire puisque nous avons derrière nous l'Internationale communiste qui est le parti mondial de tous les communistes auquel nous jurons obéissance absolue* ».

Il faut rendre justice à Duclos. En dépit des apparences, il est demeuré fidèle à son serment d'alors — car, de même qu'il avait attendu l'ordre de Staline pour « relever le drapeau » de l'indépendance nationale et celui des libertés démocratiques, de même c'est sur l'ordre des héritiers de Staline, de ceux qui détiennent aujourd'hui son pouvoir, ses ressources, ses fichiers que Jacques Duclos a reconnu que Staline avait « *violé la légalité socialiste* » et commis des « *crimes* » et qu'il l'a regretté, mais un peu tard.

L'AFFAIRE FANTOMAS

Agent du Komintern, c'est déjà beaucoup, beaucoup trop. Et cependant, ce n'est pas tout. Il flotte, il a toujours flotté autour de Jacques Duclos un parfum de services secrets, de services spéciaux. Les Soviétiques, on le sait, n'ont jamais hésité à se servir des militants communistes, souvent d'ailleurs à leur insu, comme agents de l'espionnage soviétique.

C'est ainsi que le nom de Jacques Duclos se trouva mêlé à diverses reprises à des affaires fort scabreuses.

La plus célèbre est « *l'affaire Fantômas* ».

Dans ses *Mémoires*, Duclos n'y fait qu'une rapide allusion. Il raconte que, battu aux élections de 1932, privé de ce fait de l'immunité parlementaire, risquant d'être arrêté par suite d'une ancienne inculpation, il était parti pour l'U.R.S.S. « *En arrivant à Berlin, en route pour Moscou, la lecture de la presse française m'apprit que l'on prétendait me mêler à une affaire « Fantômas » qui m'était totalement étrangère. Sans doute y avait-il là une nouvelle manifestation de la haine que me portaient certains milieux officiels, mais l'affaire fit long feu et mes accusateurs furent obligés de rengainer leur histoire.* » (*o.c.*, p. 359).

Le lecteur reste sur sa faim, mais il devait s'attendre, en achetant le livre de Duclos, et malgré le label des Editions Fayard, qu'il n'y apprendrait rien.

Le probe historien que fut Angelo Rossi (qui avait été l'un des fondateurs du Parti communiste italien et délégué au Komintern) a apporté des précisions sur le rôle de Jacques Duclos dans cette mystérieuse affaire. Il l'a fait dans un livre paru en 1951 : « *Les communistes français pendant la drôle de guerre* ». Ses affirmations n'ont jamais reçu de démenti.

Nous citons largement son texte, afin de donner une idée plus complète des procédés d'espionnage propres aux Soviétiques, qui utilisent pour des tâches de ce genre des militants communistes, lesquels s'y prêtent par dévoûment au parti. C'est « l'espionnage idéologique » :

« *Il* (Jacques Duclos) *a été chargé, dès son entrée au Comité central du Parti (1926) du travail des Jeunesses Communistes qui consacraient leurs efforts surtout à l'action antimilitariste. Il est alors le gérant de* La Caserne, *et en cette qualité il est condamné en 1927 à cinq ans de prison, pour une série d'articles appelant les soldats français à la « fraternisation » en Syrie, au Maroc, en Chine. Mais Duclos échappe — sans avoir à se donner une très grande peine — aux recherches de la police et sa vie clandestine prend fin au début de janvier 1931 à la suite d'une décision de la Chambre. Dès qu'il peut reprendre sans entraves sa place dans les organes dirigeants du Parti, on lui confie une mission délicate : suivre les éléments d'information sur la défense nationale qu'on peut tirer des « correspondances ouvrières » envoyées à* l'Humanité *et centralisées par un bureau spécial.*

« *La tâche est difficile parce qu'une affaire précédente d'espionnage avait mal tourné. Depuis 1924 au moins, des agents soviétiques avaient organisé en France, avec la collaboration du Parti communiste, un service de renseignements s'attachant surtout aux usines et aux arsenaux où s'exécutaient des fabrications de guerre. Pour trouver une « couverture » légale à cette activité, et en même temps pour la pousser aussi loin que possible, il avait été créé une* Revue syndicale de documentation économique, *dont le premier numéro parut en février 1927, les bureaux ayant été installés plusieurs mois auparavant. Cette revue avait, suivant la méthode classi-*

---

marade Lénine, d'exécuter avec honneur ton commandement.

« *En nous quittant, le camarade Lénine nous a ordonné de conserver l'unité de notre parti comme la prunelle de nos yeux. Nous te jurons, camarade Lénine, d'exécuter avec honneur ton commandement.*

« *En nous quittant, le camarade Lénine nous a ordonné de conserver et de renforcer la dictature du prolétariat. Nous te jurons, camarade Lénine, de ne pas épargner nos forces pour exécuter avec honneur ton commandement.*

« *En nous quittant, le camarade Lénine nous a ordonné de renforcer de toutes nos forces l'union des ouvriers et des paysans. Nous te jurons, camarade Lénine, d'exécuter avec honneur ton commandement.*

« *En nous quittant, le camarade Lénine nous a ordonné de renforcer et d'élargir l'Union des Républiques. Nous te jurons, camarade Lénine, d'exécuter avec honneur ton commandement.*

« *En nous quittant, le camarade Lénine nous a ordonné la fidélité aux principes de l'Internationale Communiste. Nous te jurons, camarade Lénine, de ne pas épargner notre vie pour élargir et renforcer l'union des travailleurs du monde entier, l'Internationale Communiste* ».

Boris Souvarine, *Staline*, pp. 330-331.

que des communistes, un « Comité de patronage » assez rassurant, où figurait, par exemple, Paul Langevin, professeur au Collège de France et Zoretti, alors secrétaire de la Fédération nationale de l'Enseignement; pour mieux masquer le caractère de la revue, on y avait introduit des représentants de tous les courants syndicaux : C.G.T.U. (communistes), C.G.T. et autonomes. Il est certain que la plupart des membres de ce comité ignoraient les activités auxquelles ils fournissaient un si précieux paravent. Le secrétaire de rédaction, Pierre Provost, communiste, faisait sur place le travail et assurait la liaison entre la revue et les agents d'espionnage. La revue n'en était qu'à son troisième numéro lorsque Pierre Provost et un certain nombre de ses complices, dont les deux agents soviétiques Grodnicki et Brenstein, furent arrêtés et condamnés. Deux des principaux accusés sont jugés par contumace. Parmi eux, il y a le principal responsable de cette organisation, un certain Crémet, conseiller municipal de Paris (quartier de la Santé), nommé membre du bureau politique du parti en juin 1926 au congrès de Lille. C'est Staline lui-même qui avait « conseillé » sa nomination dès le mois de mars de la même année. Envoyé en novembre 1926 comme représentant du Parti au VIIe exécutif élargi de l'I.C., il figure parmi les « secrétaires » du Comité. Prévenu à temps du résultat des investigations qui le concernaient, il put s'enfuir en Russie, d'où il ne rentrera plus. Dans les attendus du jugement, on constatait que les procédés découverts au cours de l'instruction étaient employés « par des Français à la remorque d'étrangers », et on ajoutait : « Il ne peut être mis en doute, en effet, qu'un gouvernement étranger envoie chez nous, pour des fins politiques, ses hommes, son argent, afin d'obtenir des ouvriers mêmes de l'Etat les données les plus complètes et parfois les plus secrètes sur la fabrication et le maniement des engins nécessaires à la Défense nationale ». Le revue dut bientôt suspendre ses publications et les coups portés à une partie de l'appareil d'espionnage obligèrent Moscou et les communistes français à chercher d'autres méthodes. Dès 1929 furent créés, à l'image des rabcors *soviétiques, les « correspondants ouvriers » d'usine, qui devaient signaler à* l'Humanité *tout ce qui concernait les fabrications de guerre, d'une guerre que, sans doute, Aristide Briand était en train de préparer contre la Russie... Sous le couvert du danger que couraient à la fois la paix et la Russie soviétique, l'espionnage devenait une entreprise hautement humanitaire. Cette activité, dont la direction immédiate était assurée du côté français par un certain « Philippe », auteur d'un roman populiste,* l'Acier, *paru aux éditions du Parti, dura quelque temps; puis, en 1932, certains de ses responsables tombèrent dans les filets de la police. D'où procès et condamnation. De l'instruction, il résulta qu'un agent soviétique, Bir, dit « Fantômas », était chargé de transmettre à son service de renseignements tout ce que le bureau « Philippe » avait rassemblé d'intéressant; il apparut aussi que ce « Fantômas » était en liaison directe avec Jacques Duclos.*

« En voyant son jeu découvert, Jacques Duclos prit la fuite et se rendit en Allemagne, où il resta plusieurs mois. Il ne s'y ennuya point, si l'on en juge par la nouvelle amie, une Allemande, qu'il amena avec lui, à son retour en France et qu'il laissa tomber peu après dans des circonstances qu'il est inutile de rappeler ici. En France, Duclos ne courait plus aucun danger : malgré les constatations formelles de l'instruction, son dossier avait été classé, et classé, nous pouvons le préciser, à la suite d'interventions maçonniques. On n'en parle plus, sinon par allusion, de temps en temps, dans les journaux de droite. La poussée du Front populaire, en faisant de Jacques Duclos un vice-président de la Chambre, avait enterré l'affaire, que les partis au pouvoir avaient désormais tout intérêt à oublier... Au début de 1939, l'histoire revint sur le tapis, lors du renouvellement du bureau de la présidence. Duclos ne fut pas, cette fois, réélu au premier tour, mais en ballotage par 246 voix contre 206 à Lebret, député-maire d'Elbœuf : les journaux du Front populaire, qui, à cette époque était pourtant déjà fortement ébranlé, saluèrent encore cette victoire de Duclos contre la « réaction ». Ce ne fut qu'après le 23 août, et même après le passage de Duclos à la clandestinité, qu'un journal trouva le courage d'écrire : « Au Palais-Bourbon, nul n'ignorait que Jacques Duclos, en 1932, ne dut son salut qu'à sa fuite précipitée, au moment où fut découverte l'affaire d'espionnage qui valut plus de vingt mois de réclusion au colonel X. » (*o.c.* Les Iles d'Or, 1951, chap. XI, p. 95).

OU APPARAIT LÉOPOLD TREPPER

Depuis la parution du livre de Rossi, le sujet a été repris avec une ampleur nouvelle dans un ouvrage qui, non seulement n'a pas été récusé par les communistes, mais qui, lors de sa parution, a été commenté avec éloge dans *l'Humanité* du 27 juin 1967. Il s'agit de « *l'Orchestre Rouge* » de Gilles Perrault. « *Œuvre passionnante* » qui « *représente une somme extraordinaire de recherches approfondies* », écrit le commentateur communiste, et s'il fait des restrictions, elles ne portent pas sur ce qui, dans le livre, concerne Jacques Duclos.

Gilles Perrault a étudié à nouveau « l'affaire Fantômas ». Comme on le verra, il ne cite pas le nom de Duclos à ce propos, mais il apporte une précision nouvelle. C'est au sein du réseau des « rabcors » que fit ses premières armes celui qui devait être plus tard le chef talentueux d'un des plus efficaces réseaux d'espionnage soviétique, Léopold Trepper.

C'était un juif polonais né à Neumark, près de Zakopane, le 23 février 1904, qui milita très jeune dans les rangs du Parti communiste polonais, fut arrêté pour son action, quitta la Pologne pour la Palestine, où

il milita clandestinement puis, de là, gagna la France en 1930.

« *A cette époque fonctionnait en France un réseau d'espionnage soviétique alliant une grande efficacité à une simplicité vraiment merveilleuse. Il était fondé sur le système des rabcors — terme soviétique désignant les « correspondants ouvriers ». L'idée venait de Lénine lui-même. La révolution avait contraint à l'exil la plupart des journalistes russes, qui appartenaient à la bourgeoisie, et faute de professionnels pour les remplacer, on fit appel à des amateurs. Dans les villages, dans les usines, des travailleurs s'improvisèrent correspondants de presse et inondèrent les journaux soviétiques d'articles traitant de problèmes locaux et dénonçant les traîtres et les saboteurs. La police y trouva son profit. Le système fut étendu à l'étranger et, cette fois, les services secrets soviétiques furent les bénéficiaires de l'opération.*

« *La France comptait en 1929 trois mille rabcors dont certains travaillaient dans les arsenaux nationaux ou dans des usines fabriquant du matériel stratégique. Les articles qu'ils envoyaient à la presse communiste visaient à dénoncer les conditions de travail défavorables qui leur étaient faites, mais pour cela, il était forcément nécessaire de parler peu ou prou du travail lui-même. Les articles les plus révélateurs n'étaient pas publiés. On les transmettait à l'ambassade soviétique à Paris, qui les acheminait vers Moscou. Si quelque rabcor semblait posséder des éléments d'information particulièrement intéressants, on lui dépêchait un agent pour le faire parler à loisir.*

« *Cette fructueuse organisation fonctionna sans incident pendant trois ans. En février 1932, la police française reçut une dénonciation. Malgré ce coup de chance, il fallut plus de six mois au commissaire chargé de l'enquête — lequel portait le nom troublant de Faux-Pas-Bidet — pour démanteler le réseau. Ses rapports ne ménagent pas les éloges aux espions qu'il s'efforçait d'arrêter. Leur chef, notamment, se signalait par une habileté exceptionnelle dans l'art de « casser » les filatures et d'échapper aux souricières ; il semblait avoir dressé la liste complète de toutes les maisons à double issue de Paris. Exaspérés et admiratifs, les policiers lui donnèrent le surnom de « Fantômas ». Quand il fut enfin pris, on découvrit qu'il était juif polonais et qu'il était venu en France via la Palestine. Il avait vingt-huit ans et s'appelait Izaia Bir. Son adjoint était âgé de vingt-sept ans ; comme Bir, c'était un juif polonais et il avait fait le détour par la Palestine. Son nom était Alter Ström.*

« *Leur technique professionnelle étonna les policiers français. Au lieu d'un Fantômas, c'était M. Tout-le-Monde qu'on avait arrêté. Bir, le chef du réseau, vivait dans un hôtel de dernier ordre et ne recevait ni courrier ni visiteur. Ses principales liaisons avec son groupe étaient assurées par une jeune femme passant aux yeux de tous pour sa maîtresse. C'était une technique sans éclat, mais efficace. Le cloisonnement intérieur se révéla si sévère que la plupart des agents du réseau échappèrent à la police. Parmi eux : Léopold Trepper, dont Alter Ström était l'ami d'enfance. Il avait reçu auprès de Fantômas des leçons magistrales. Les hommes de la Gestapo qui devaient le traquer quelques années plus tard auraient pu, eux aussi, trouver des renseignements intéressants dans le dossier réuni par Charles Faux-Pas-Bidet, mais il ne semble pas qu'ils l'aient consulté.* » (*o.c.*, p. 14-15).

Trepper avait vingt-huit ans quand il échappa au coup de filet policier. Il quitta Paris précipitamment pour se rendre à Berlin, où, dès son arrivée, il prit contact avec l'ambassade soviétique. Il fut convoqué à Moscou, où, pendant trois ou quatre ans, il suivit des cours à l'Université, et aussi à l'Académie de l'Armée rouge, dans les sections où l'on préparait les espions.

En 1936, il revient en France.

« *En 1937, son ami Ström, du groupe Fantômas, rentre de France après avoir purgé sa peine de prison. Il remet en cause la version admise des événements qui ont conduit à la destruction du réseau. Pour tout le monde, le responsable était un certain Riquier, rédacteur à* l'Humanité. *Mais Ström affirme qu'il n'est pas convaincu de sa trahison et suggère qu'on envoie Trepper à Paris avec mission de tirer l'affaire au clair. Cinq ans après sa fuite, Trepper retourne en France avec un faux passeport au nom de Sommer. Se faisant passer pour un parent de Ström, il rencontre d'abord les deux principaux avocats du procès : Ferruci et André Philip, le leader socialiste bien connu. Puis il approfondit son enquête et, en quelques mois, parvient à la conviction que Riquier est innocent. C'est important, car le parti communiste se trouve lavé de l'accusation d'avoir nourri un mouchard dans son sein. Mais Trepper fait encore mieux : il découvre le vrai traître. Il s'agit d'un juif hollandais, ancien chef d'un réseau soviétique aux Etats-Unis. Arrêté par le F.B.I., « retourné », l'homme continuait d'informer les services américains même après que Moscou l'eût transféré en France. La dénonciation reçue par la Sûreté française émanait du F.B.I. Trepper va faire un rapport à Moscou, utilisant cette fois un passeport luxembourgeois au nom de Majeris. Il annonce à ses chefs qu'on s'occupe à Paris de réunir les documents établissant la vérité d'une manière décisive. Cinq mois plus tard, il retourne en France pour en ramener une liasse épaisse. Les photocopies des lettres échangées entre le traître hollandais et l'attaché militaire à Paris* ». (*o.c.* p. 17).

Répétons-le, le nom de Jacques Duclos n'est pas prononcé, mais c'est seulement parce que Gilles Perrault n'écrit pas la biographie du secrétaire du P.C., mais l'histoire de « l'Orchestre rouge ». De même, ce n'est qu'incidemment qu'en narrant cette histoire, il cite le nom de Duclos, car son souci n'est pas d'établir le rôle que Duclos a joué dans cette période ; les allusions qu'il y fait, si elles nous laissent sur notre faim, n'en sont que plus révélatrices. Gilles Perrault ne se

sent pas plus obligé de donner des précisions sur le rôle de Duclos quand il parle des contacts de Trepper avec celui-ci qu'il n'éprouverait le besoin de préciser davantage le lieu s'il avait écrit, par exemple, que ces personnages avaient rendez-vous sous la Tour Eiffel.

Gilles Perrault rappelle d'abord les règles qui président aux rapports entre le P.C.F. et les réseaux d'espionnage soviétique.

« *Suprême espoir et suprême pensée : le parti communiste français. En principe, Trepper n'a pas le droit d'entrer en contact avec lui. C'est une règle d'or des services soviétiques qu'une cloison étanche doit séparer réseaux de renseignements et partis communistes locaux. Comme toute règle, celle-ci a des exceptions. Un contact annuel est organisé entre le « directeur résident » (le responsable des réseaux soviétiques) et un émissaire du parti* » (p. 110).

En dehors de ce contact annuel, d'autres peuvent être pris en cas d'urgence.

C'est ce que fit Trepper une première fois en février 1942, après que la police allemande eût arrêté ses agents qui transmettaient par radio ses renseignements à Moscou. Ces arrestations le coupent de Moscou et c'est par l'intermédiaire du P.C.F. — alors clandestin — qu'il renoue les liens et fait transmettre ses messages, mais en petit nombre, car « *le trafic radio du parti est déjà surchargé* » (p. 111). Moscou lui fait donner par le P.C.F. les techniciens dont il a besoin, notamment un certain Fernand Pauriol, ancien rédacteur en chef de *Rouge Midi*, correspondant à Marseille de *l'Humanité*, « *pianiste virtuose du parti, grand maître des liaisons radio* » (p. 112). On appelle pianiste, dans l'argot des service d'espionnage, les radiotélégraphistes qui émettent les messages.

Instruit par plusieurs échecs, Trepper en arrive à se fier davantage pour les transmissions au réseau du P.C.F. qu'au sien propre, explique Gilles Perrault, et voici qu'apparaît le nom de Jacques Duclos.

« *Quand les transmissions seront à nouveau en ordre de marche, Trepper réservera aux émetteurs du parti communiste français ses rapports les plus vitaux, soit qu'ils contiennent des renseignements essentiels, soit que leur capture risque de mettre en péril l'existence du réseau. Cette mesure de prudence offre un avantage subsidiaire : lesdits rapports sont lus par d'autres que le Directeur, car, confiés par Trepper à Pauriol,* transmis par Pauriol au chef communiste Jacques Duclos, *captés à Moscou par les services de Dimitrov, patron du Komintern, ils sont soumis au tout puissant Comité central en même temps qu'au Directeur* [*des services d'espionnage*]. » (p. 213).

Nouvelles difficultés pour Trepper en novembre 1942. Il sera d'ailleurs arrêté à la fin du mois. Il met le réseau en sommeil et réunit ses deux agents les plus anciens et les plus sûrs. « *Avec eux, il rédigea à l'intention du Directeur* [*à Moscou*] *un ultime télégramme où perce son désespoir de n'être pas cru.* [*Des agents du réseau ont été arrêtés, « retournés » par les services allemands ; ils émettent à destination de Moscou pour le compte desdits services et, malgré les avertissements de Trepper, à Moscou on accepte argent comptant leurs émissions*] : « *La situation s'aggrave d'heure en heure. Kent est probablement arrêté. La Simex* [*organisation commerciale travaillant avec l'Organisation Todt et servant de couverture à l'Orchestre rouge*] *est liquidée. Mais, plus grave que tout cela : vos affirmations concernant Yefremov, Wenzel et Winterink* [*les agents « retournés »*]. *Il est clair que la Gestapo est plus puissante chez vous que chez moi.* » *Le trio écrit aussi une longue lettre à Jacques Duclos pour le supplier de convaincre Moscou de la véracité des informations concernant les désastres subis par le réseau et le « retournement » des pianistes » (o.c. p. 279).*

Duclos intervient dans une autre circonstance, fort dramatique. Trepper a été arrêté, mais il a réussi à obtenir des Allemands qui veulent le retourner, une certaine liberté qui lui permet de reprendre le contact avec un agent de liaison à qui il remet, pour le P.C.F., un rapport qu'il avait rédigé en trois langues et « *une lettre commençant ainsi : « Cher camarade Duclos, je te prie de faire l'impossible pour transmettre ce document à Dimitrov et au Comité central du parti communiste de l'Union soviétique. Il y a à Moscou quelque chose qui ne va pas. Il est même possible qu'un traître se soit glissé dans nos services* » p. 405).

Et plus loin :

« *Quant au rapport trilingue, Jacques Duclos n'a pas voulu confier aux ondes un document d'une telle importance : il l'a fait porter par courrier à Londres d'où il a été acheminé jusqu'à Moscou* » (p. 413).

Après la guerre, Trepper retourna en U.R.S.S. : il y fut arrêté à titre de précaution, comme tant d'autres, car des soupçons s'étaient portés sur lui. Il resta ainsi dix ans en prison.

« *Sa femme ignorait qu'il fût à Moscou. Le Directeur lui avait notifié qu'il avait « plongé » et qu'elle ne devait plus l'attendre. Seule, sans ressources, elle gagna sa vie et celle de ses deux enfants en se faisant photographe ambulante. Elle évita sans doute la prison ou la déportation en Sibérie pour la seule raison que les voyageurs venus de France,* notamment Jacques Duclos, *ne manquaient jamais de demander des nouvelles de Trepper. On leur répondait qu'il était en mission à l'étranger, mais on préférait pouvoir leur montrer, le cas échéant, sa femme et ses enfants* » (p. 566).

Ce ne sont là que des indications fugitives, mais elles suffisent pour qu'on entrevoie avec quelque précision le rôle exact de Jacques Duclos. Il n'appartient pas au réseau d'espionnage que les Allemands baptisèrent « *Rote Kapelle* », l'Orchestre rouge, et sans doute n'appartient-il à aucun autre, mais il est dans le parti communiste l'homme qui est chargé des contacts entre l'appareil du

parti et celui des services spéciaux. On l'a vu, ces deux appareils doivent s'ignorer l'un l'autre et fonctionner indépendamment l'un de l'autre, mais des connexions sont indispensables. Elles ne peuvent être assurées que par des hommes sûrs, eux-mêmes dirigés par un homme qui ait à la fois la confiance de l'Internationale communiste, c'est-à-dire, en fin de compte celle du Bureau politique du P.C.U.S., et celle dle la direction des services d'espionnage soviétique.

L'homme qui, en France, jouit de cette double confiance, c'est Jacques Duclos.

Cette conclusion, elle ne découle pas seulement des faits relatés par Gilles Perrault. D'autres l'avaient formulée bien avant qu'il n'ait écrit.

C'est ainsi que Trotsky pensait qu'à la veille de la guerre, Duclos était en France « *l'agent direct du Guépéou* » (voir Léon Trotsky : « *Le mouvement communiste en France (1919-1939)* ». Textes choisis et présentés par Pierre Broué. Les éditions de Minuit. Paris 1967, p. 686).

Dans « *The Comintern-Historical Highlights* » paru à New York en 1966, M. Drachkovitch et B. Lazitch ont rappelé la description que Trotsky donne des rapports entre les partis communistes et les services policiers soviétiques dans la lettre qu'il adressa quelque temps avant son assassinat au procureur de la République du Mexique : « Le schéma général de l'organisation étrangère du Guépéou est le suivant, écrivait Trotsky. Au Comité central de chaque section du Komintern (c'est-à-dire de chaque parti communiste. Note d'*Est et Ouest)* se trouve un chef responsable du Guépéou dans le pays en question. Généralement, sa qualité de représentant du Guépéou n'est connue que du secrétariat du Parti et d'un ou deux membres du Comité central ».

Or, poursuivent les deux historiens, si l'on applique ce schéma au parti communiste français, on arrive à la conclusion que, dans les années 1924-1927, le représentant du Guépéou auprès du P.C.F. fut d'abord Suzanne Girault, puis Jean Cremet. De 1927 à la deuxième guerre mondiale, il est très vraisemblable que ce rôle fut tenu par Jacques Duclos. Les deux auteurs rapportent qu'Albert Treint en était persuadé : il était parvenu à cette conviction en raisonnant par élimination, des raisons décisives l'empêchant de penser que Thorez, Marty, Semard, Cachin ou Frachon aient pu tenir ce rôle. André Ferrat leur a dit qu'il se rappelait l'arrivée de Duclos à Moscou en 1930 : il y était venu pour préparer son voyage clandestin en Espagne comme agent du Komintern, et il travaillait essentiellement avec l'appareil du Guépéou.

On voit, par le livre de Gilles Perrault, que Jacques Duclos a conservé ses mêmes fonctions pendant la guerre.

Qui peut savoir ce qu'il en est depuis ?

AUTRES ASPECTS DE LA CARRIÈRE DE J. DUCLOS

On n'en finirait pas si l'on voulait relever les erreurs prodiguées par les chroniqueurs dans les notices qu'ils ont consacrées à Jacques Duclos à l'occasion de sa candidature.

Bornons-nous à quelques-unes.

1° Il n'est pas exact de dire qu' « en 1940, Duclos signe avec Maurice Thorez le manifeste du Comité central du P.C. appelant le peuple français à la lutte contre les Allemands », comme on le lisait dans *le Figaro* du 6 mai 1969. Sachons gré au rédacteur, même s'il ne l'a pas fait exprès, de n'avoir pas daté cet appel du 10 juillet, selon le mensonge habituel et d'avoir usé d'un terme équivoque : « il signe », qui permet de supposer qu'il attribue à d'autres que ses signataires l'idée du texte et sa rédaction. Le fils aîné de Maurice Thorez, prénommé comme son père, ne vient-il pas de confirmer ce dont on se doutait ; à savoir que ledit appel émanait des services soviétiques. En fait, il fut conçu et rédigé par le délégué du Komintern auprès du P.C.F., Fried : « *C'est lui l'auteur, mais par personnes interposées toujours, de l'appel de juillet 1940 du parti communiste français à la lutte contre l'envahisseur fasciste allemand* » (*Le Monde*, 11-12 mai 1969).

L'erreur qui subsiste porte sur la teneur de l'appel. Le peuple français n'était pas convié à lutter contre les Allemands, mais contre les « aventuriers de Vichy », et « l'impérialisme britannique ». L'appel ne prêchait pas la guerre, mais la conclusion rapide de la paix et la remise de la France au travail (voir *Est et Ouest* n° 189, 16-28 février 1958 et n° 325, 16-31 juillet 1964).

2° Dans *Le Monde* du 8 mai 1969, Alain Duhamel écrit : « *C'est la guerre, précédée du pacte germano-soviétique. Pour l'antifasciste acharné qu'il est, l'épreuve est rude. N'importe, il s'incline et, avec Benoît Frachon, va diriger le parti communiste pendant toute la guerre, de cachette en cachette* ».

Sans doute Duhamel tient-il d'une confidence de Duclos lui-même que le pacte germano-soviétique fut pour celui-ci une rude épreuve. A la vérité, Duclos sur l'heure et durant près de deux ans n'a rien écrit qui prouve qu'il ait été choqué dans son « antifascisme » par cette alliance de Staline avec Hitler : il avait déjà exécuté sans hésiter des tournants aussi sensationnels, par exemple en mai 1935 quand ses camarades et lui reçurent l'ordre de se proclamer patriotes, voire nationalistes.

Jusqu'en juin 1941, les écrits de Duclos s'en prirent uniquement à l'impérialisme britannique et à l'impérialisme français, dont la ruine le réjouissait. Les *Cahiers du bolchevisme*, dans leur numéro du premier trimestre 1941, publiaient une lettre de Maurice Thorez et Jacques Duclos (pages 6 et suivantes) où on lisait entre autres :

« *Nous sommes au quatorzième mois de*

la seconde guerre impérialiste en Europe et nous avons sous nos yeux le bilan suivant : un puissant impérialisme a été abattu *et ceux qui avaient l'habitude de faire la guerre par procuration sont obligés de se battre directement* ».

Le puissant impérialisme qui vient d'être abattu, c'est celui de la France.

3° Alain Duhamel écrit encore : « *Le 28 mai 1952, à l'issue d'une manifestation contre l'arrivée à Paris du général Ridgway, [Duclos] est arrêté dans des conditions rocambolesques qui tournent à la confusion du gouvernement* ».

Si certains journalistes, légers ou complices, donnèrent à cette arrestation une apparence rocambolesque, en se laissant aller à des hypothèses burlesques sur la présence dans la voiture de Duclos de deux pigeons dont il put dire qu'il s'apprêtait à les cuisiner, cette arrestation n'était pas du tout une erreur.

Duclos portait dans sa serviette un cahier dont on connaît la nature par les extraits qui en ont été publiés, notamment au *Journal officiel*. Contrairement à ce qui fut dit à la tribune de l'Assemblée nationale par le rapporteur lors du débat sur la demande de levée de l'immunité parlementaire, il ne s'agissait pas d'un carnet de notes personnelles, mais d'un cahier sur lequel Duclos prenait des notes au cours des séances du bureau politique et du secrétariat du P.C. : le document, unique en son genre, n'était donc pas plus « personnel » que le procès-verbal des séances de ces deux organismes.

Figuraient dans ce cahier des notes très précises prises à la séance du bureau politique le 11 avril 1952, où furent commentées les directives ramenées par Billoux d'Union soviétique où il était allé voir Thorez.

Il y était dit notamment :

« *La campagne de propagande et d'explications... est à continuer, même à développer, mais il est maintenant nécessaire de s'orienter résolument vers l'action et l'organisation effective de cette action* » (p. 9).

« *Nous travaillons pour défaite certaine de cette armée au Vietnam, en Corée, en Tunisie et nous luttons contre préparatifs 3e guerre mondiale* » (p. 12).

« *Mettre militaires de tous grades en garde contre déshonneur mépris du peuple juste châtiment qui sanctionnerait acte criminel que fait et fera commettre une telle armée.*

« *Juste de voir que soldats, sous-officiers, officiers et généraux sans cesse plus nombreux n'acceptent pas rôle mercenaire.*

« *Les appeler à changement politique qui en assurant reconquête indépendance française permettra existence véritable armée nationale* » (p. 13).

Si l'on s'en tient aux lois actuellement en vigueur, la saisie d'un tel document justifiait la détention de Jacques Duclos. Quant à son arrestation, elle se produisit dans des conditions très normales, non pas à l'issue de la manifestation, comme l'écrit Alain Duhamel, mais alors qu'elle était déjà finie et que Duclos était parti voir ce qu'elle avait donné. On se souvient que la manifestation avait tourné à l'émeute, qu'il y avait eu de durs accrochages avec la police et que celle-ci avait bouclé le quartier quand Duclos s'y rendit pour examiner les lieux de combat après la bataille.

Voici ce qu'Auguste Lecœur a rapporté de cette affaire dans son petit livre « *L'autocritique attendue* » (Paris 1955) :

« *A la réunion du Bureau politique du 4 mars 1954, alors que l'on voulait me faire endosser les responsabilités politiques de Jacques Duclos, j'ai rappelé les fautes de ce dernier. Par la suite ce camarade a répété un peu plus souvent que lui au moins avait fait son autocritique après son arrestation* ».

Nous allons voir ce qu'il en est.

« *En premier lieu, Jacques Duclos tenta de rendre responsable de son arrestation le camarade chargé de la sécurité. Ce camarade prit les devants en relatant dans un rapport les conditions dans lesquelles Jacques Duclos fut arrêté le soir de la manifestation contre Ridgway.*

« *Nous avions été prévenus qu'un dispositif avait été mis en place par le Ministère de l'Intérieur et que l'arrestation de militants était à craindre. J'ai discuté de ces questions avec Jacques Duclos, des mesures de précaution furent prises. J'en ai ensuite entretenu le responsable à la sécurité pour application.*

« *Voici ce qui fut décidé.*

« *Pour le siège du Parti, à l'exception d'un responsable et des camarades indispensables à la sécurité, tout le monde partirait à 15 heures, ce qui fut fait. Les membres du Bureau politique restaient à leurs occupations habituelles, mais comme il ne faut jamais « laisser tous les œufs dans le même panier », Duclos et Lecœur quitteraient le Siège du Parti au début de l'après-midi et se rendraient dans un domicile autre que le leur pour y passer la nuit.*

« *Malgré dix interventions du responsable à la sécurité, Jacques Duclos n'appliqua pas les décisions prises. Très tard il quitta le siège du Parti déjà surveillé par la police. De là, au lieu de se rendre à l'endroit convenu, il se rendit au siège de* l'Humanité *et se fit arrêter comme un gros benêt dans les conditions que l'on connaît. Ce qui n'empêcha nullement qu'après la discussion avec le Secrétaire général du Parti, il fut dit dans le rapport présenté au Comité central le 5 décembre 1952 : « ...Quant à l'arrestation de Jacques Duclos, elle est la responsabilité du Bureau politique qui n'avait pas mesuré exactement le degré d'illégalité dans lequel s'est déjà enfoncé le gouvernement Pinay - Brune - Martinaud-Deplat - Pleven.* »

« *Il va de soi que si un autre militant avait commis les fautes de Jacques Duclos, les choses se seraient passées tout autrement.*

« *Jacques Duclos était d'autant plus inexcusable qu'à la manifestation précédente contre Eisenhower, le Secrétariat, à ma demande, lui avait voté un blâme pour s'être promené en voiture sur le lieu même de la manifestation où, n'ayant rien à faire, il risquait de fournir le prétexte à une provocation contre le Parti.* »

On peut apporter une précision au texte de Lecœur.

Soit avant d'aller au siège du Parti, soit en le quittant, Duclos était allé à l'ambassade soviétique, et il avait sur lui des documents compromettants. Il ne fut pas fouillé lors de son arrestation, demanda à aller aux toilettes et fit disparaître lesdits documents ainsi que son carnet d'adresses.

Duclos ne resta pas longtemps emprisonné. A la surprise générale, la chambre des mises en accusation le fit relâcher dès le début de juillet. A. Rossi rapporte, dans le texte reproduit plus haut, que lors de l'affaire Fantômas, Duclos avait réussi à se faire mettre hors de cause grâce à des interventions de certaines personnalités maçonniques. C'est de la même façon qu'il opéra en 1952.

Voici ce que dit Lecœur à ce sujet dans le même ouvrage :

« *Ce n'est pas tout. En prison, Jacques Duclos, par l'intermédiaire de ses avocats et d'autres personnes, fit entreprendre des démarches compromettantes pour le Parti auprès de certaines personnes de l'appareil de l'Etat. Le secrétaire général fut mis au courant de ces démarches. Il demanda que la question fut soumise à l'ensemble de la Direction. A ce moment, Maurice Thorez était encore persuadé que ces démarches étaient le fait de camarades non emprisonnés. Lorsqu'il apprit qu'elles émanaient de Jacques Duclos, on n'entendit plus jamais parler de soumettre quoi que ce soit à qui que ce fut. La chose se termina par une « autocritique » sur le dos de l'auteur d'un article paru dans* les Lettres Françaises. *Celui-ci fut tancé d'importance bien que sa seule faute ait été de mentionner les couches sociales sur lesquelles Jacques Duclos emprisonné comptait essentiellement.* »

Avant la libération de Duclos, *l'Humanité* avait mené campagne afin d'apitoyer le public : Duclos était malade et son état faisait craindre le pire si l'incarcération durait trop longtemps.

C'était évidemment faux.

Dans « *l'Affaire Marty* », André Marty a écrit à ce sujet :

« *J'étais fier de ma casaque de forçat et de mon crâne rasé : je suis fier de n'avoir même pas eu l'idée de certains révolutionnaires d'opéra-comique qui font annoncer « la gravité de leur état » pour justifier d'avance une libération par le gouvernement* » (p. 83).

« *Je ne suis pas de ceux qui font écrire dans* l'Humanité *être « dans un état extrêmement grave » et huit jours après se pavanent dans les rues de Paris en tête du cortège du 14 juillet* » p. 85).

L'allusion est claire. Duclos, le 14 juillet, défilait hilare en tête d'un cortège communiste.

Quinze jours auparavant, le quotidien du parti laissait entendre qu'il était au plus mal.

CLAUDE HARMEL.

L'extrême-gauche en Italie et son influence sur le P. C. I.

EN Italie, comme en France, l'extrême-gauche « non-moscovite » donne l'impression, à première vue, d'une nébuleuse de groupuscules, auxquels leur disparate et leur peu d'audience enlèveraient toute importance politique. Le calcul serait juste si l'efficacité dépendait strictement du nombre, ce qui a été démenti récemment par les événements de mai à Paris, dont la responsabilité initiale incombe tout de même aux quelque 1400 membres de la J.C.R. et aux 150 militants du Mouvement du 22 mars.

I. — LE P.S.I.U.P.

Par ailleurs, une place à part doit être faite tout de suite à une formation relativement nouvelle dite P.S.I.U.P. (*Parti Socialiste Italien d'Unité Prolétarienne*) qui, pour son coup d'essai électoral, recueillait d'emblée, le 19 mai dernier, 1.414.000 voix, soit autant que le *Mouvement Social Italien*, héritier du fascisme, et plus du double des Républicains, qui faisaient partie depuis cinq ans de la coalition centre-gauche.

Le P.S.I.U.P. est l'expression de l'aile radicale du Parti socialiste italien (P.S.I.), celle-là même qui, en 1956, n'avait pas craint d'approuver l'intervention des chars soviétiques à Budapest. C'est dire que, lorsque le Congrès du P.S.I. décida de partager le pouvoir avec la démocratie chrétienne (octobre 1963), ces marxistes intransigeants, commandés par Lelio Basso et Tullio Vecchietti, s'y opposèrent de toutes leurs forces. Il en résulta une tension qui allait déboucher, quelques mois après sur la scission formelle (janvier 1964) et la naissance du P.S.I.U.P. dont Vecchietti de-

venait secrétaire général. La déclaration de rupture votée à cette occasion précisait que l'entrée du Parti socialiste dans la coalition de Centre-gauche « *avait marqué un abandon de la tradition marxiste, faisant de lui un allié de la politique conservatrice et qu'elle le (mettait) à la remorque de l'impérialisme* ». La plate-forme du P.S.I.U.P. consisterait donc à s'opposer au P.S.I. sur chacun de ces points. Le nouveau parti ne cachait d'ailleurs pas son intention de rechercher « *une fraternelle unité d'action avec le Parti communiste* » et son programme de politique étrangère l'alignait, dès le départ, sur les objectifs les plus immédiats de la diplomatie soviétique : rupture de l'Italie avec le Pacte Atlantique et élimination des bases américaines du territoire de la Péninsule. (Premier Congrès, décembre 1965).

Or, ce n'était là qu'un début car, à mesure que le nouveau Parti luttait pour se faire sa place au soleil, la logique de son point de départ le portait sur des positions chaque jour plus radicales. Il en arrivait ainsi à pousser à l'extrême le système qui consiste à réclamer à grands cris des réformes, d'ailleurs exagérées, tout en agissant de manière à les rendre impossibles. De sorte que, à la veille de la consultation électorale de 1968, son programme et sa stratégie se confondaient déjà pratiquement avec ceux du P.C.I. On pouvait même dire qu'il allait au-delà, étant donné des outrances verbales que le P.C. officiel ne pouvait pas se permettre, engagé qu'il était dans une grande manœuvre de « main tendue » à droite, qui l'obligeait à se montrer réaliste, modéré, coopératif et rassurant.

Le mouvement de Vecchietti pouvait d'autant mieux s'abandonner à son intransigeance naturelle qu'il recrutait sa clientèle parmi les socialistes et les communistes les plus exaltés, ceux-là mêmes qui reprochaient à la direction du P.C.I. une tendance révisionniste et réformiste. Un bon nombre de ces militants, tentés quelquefois de se laisser aller vers les maoïstes ou les partisans du castrisme, leur préféraient finalement le P.S.I.U.P., moins formellement hérétique, qui gardait, malgré tout, un lien avec le parti d'origine et dans lequel ils retrouvaient une ambiance et un encadrement qui les empêchaient de se sentir par trop dépaysés. La nouvelle formation était, en effet, structurée en sections, en cellules et en fédérations, notions familières aux militants de l'extrême-gauche marxiste-léniniste. Son organe *Mondo Nuovo*, était d'ailleurs une copie de l'hebdomadaire officiel du P.C.I. *Rinascita.*

Cependant la proximité grandissante des élections législatives de 1968 allait faire apparaître davantage encore la similitude des programmes « psiupistes » et communistes en même temps qu'elle rapprochait les tactiques des deux partis sur l'idée de l'action unitaire des Gauches, exigée par le P.C.I. En échange de ce ralliement, Longo consentait à faire une place aux candidats du P.S.I.U.P. dans les listes communistes pour le Sénat. Au lendemain des élections, quand éclata l'affaire de Tchécoslovaquie, le même parallélisme allait s'affirmer, en conservant toujours, du côté du P.S.I.U.P., une petite note supplémentaire de rigidité doctrinale et d'intransigeance pratique. Le nouveau Parti condamnait, en effet, l'intervention *militaire* des Soviétiques, mais en reconnaissant formellement le danger qu'avait fait peser sur le socialisme le « nouveau cours » de Prague et en mettant au-dessus de toute discussion la solidarité irréversible avec l'U.R.S.S. Ce faisant, le P.S.I.U.P. s'efforçait d'incarner l'idéal marxiste, d'apparaître comme la conscience inflexible du P.C.I., placée là tout exprès pour l'empêcher de glisser au compromis, au réformisme et à l'embourgeoisement. En somme : « l'œil (qui) était dans la tombe et regardait Caïn »...

La difficulté pour le mouvement de Vecchietti était précisément de rester fidèle à ce rôle, en évitant les déviations de droite et de gauche qui ne manqueraient pas de le menacer. La première est venue, bien entendu, du côté des pro-chinois, pour lesquels il était tentant de dresser le P.S.I.U.P. contre le P.C.I. Il n'est pas exagéré de dire que pendant les quatre premières années du nouveau Parti socialiste, la direction a été obsédée par la nécessité de se défendre contre l'infiltration maoïste et les autres « maladies infantiles » du communisme. Il y est parvenu, dans l'ensemble, grâce à l'obstination de son secrétaire général à conserver ses liens avec le Parti de Longo. Ceci sans préjudice, bien entendu, de nombreuses explosions périphériques, difficilement contrôlables, où l'extrémisme des plus exaltés se déchaînait sporadiquement contre le communisme officiel. Aussi, Vecchietti a-t-il été forcé plusieurs fois de procéder à des purges exemplaires en même temps qu'il se prononçait publiquement contre le maoïsme et le castrisme.

Les débats du IIe Congrès du P.S.I.U.P., qui vient de se dérouler à Naples (18 au 21 décembre 1968) ont révélé que le nouveau parti était encore très loin d'avoir réalisé son unité doctrinale. Dans une ambiance houleuse et parfois anarchique, on a entendu s'exprimer les thèses les plus hérétiques : castristes, maoïstes et trotskistes. En face de la plate-forme frontiste de la direction du Parti, se sont dressés les adversaires de la « *via nazionale al socialismo* », considérée par eux comme une trahison de l'internationalisme. Le P.C.I. a été ouvertement critiqué pour son réformisme bourgeois et son révisionnisme « à la russe ». L'U.R.S.S. elle-même s'est entendu reprocher sa prétention à l'hégémonie idéologique et son invasion d'un pays socialiste, ami et allié. Malgré toute son habileté manœuvrière, Vecchietti n'a pas réussi à grouper l'unanimité sur un texte de synthèse. Devant une opposition déchaînée, le Congrès a dû se rabattre sur un document de majorité en vertu duquel « *le P.S.I.U.P., étranger au réformisme comme au maximalisme, entend être l'interprète de toutes les forces de gauche pour assurer leur convergence avec les partis organisés, en vue de la lutte commune indispensable à l'avènement de la révolution* ». Derrière cette formule, digne de M. Prudhomme, se dissimule pourtant une divergence

croissante entre la base, directement influencée par la « contestation globale », et une direction qui demeure soumise, à l'inspiration immédiate du P.C.I.

Plus précisément, le P.S.I.U.P. se trouve désormais écartelé entre trois tendances : celle de Libertini et Asor Rosa pour lesquels il n'y a plus d'autre choix que la révolution permanente et culturelle, la lutte des masses et la guérilla (ce qui représente une synthèse aussi brève qu'audacieuse des thèmes trotskistes, chinois, néo-syndicalistes et castro-guévaristes) ; celle de Lelio Basso et Vittorio Foa, aux yeux de qui il est absolument utopique de vouloir appliquer à l'Europe les modèles chinois ou castriste, mais qui entendent marquer leur autonomie totale à l'égard de l'U.R.S.S. et même du P.C.I., pour s'appuyer davantage sur le « *Movimento Studentesco* » ; enfin celle de Vecchietti qui, au nom du réalisme, estime qu'un parti adolescent comme le P.S.I.U.P. a encore besoin de l'appui d'un « frère aîné ». C'est-à-dire que la direction s'efforcera, demain comme hier, de domestiquer les élans des différentes tendances extrémistes, pour les encadrer dans une « lutte unitaire » dont le Parti communiste entend conserver strictement le contrôle. Ce rôle d' « attrape-mouches » est évidemment délicat et précaire. Il risque, en effet, ou bien de ne plus tromper personne et d'amener l'extinction progressive du P.S.I.U.P., ou de le faire succomber, au contraire, sous l'afflux de la contestation et de transformer peu à peu le Parti en un rival dangereux que le P.C.I. serait contraint un jour de combattre de front, avec toute la puissance de ses moyens.

II. — LES MAOISTES

Les premières activités publiques du maoïsme en Italie remontent à 1962, quand ont vit apparaître ici et là des textes d'origine chinoise, imprimés en Albanie et répandus subrepticement dans les milieux ouvriers. Ils dénonçaient l'hérésie du « révisionnisme moderne » ainsi que l'anti-marxisme khrouchtchévien, et accusaient le Xe Congrès du P.C.I. d'avoir abandonné la tradition marxiste-léniniste pour se prostituer au réformisme petit-bourgeois. L'année suivante, une feuille polycopiée, intitulée *Nuova Unita*, reprit les mêmes thèmes, au nom d'un « *mouvement marxiste-léniniste* » dont on entendait parler pour la première fois et qui ne semblait grouper qu'une centaine d'illuminés.

Editions « Oriente »

Les choses commencèrent à devenir plus sérieuses en 1964 lorsqu'un certain Giuseppe Regis, ex-fonctionnaire du P.C.I. et dont la femme, Maria Arena, parlait couramment le chinois mandarin, revint avec elle de Pékin, ayant pour mission de fonder à Milan une société commerciale (*Overtrade Corporation*) ainsi qu'une maison d'édition (*Oriente*) chargée de diffuser la pensée de Mao. Cette diffusion allait se manifester sous la forme de brochures assez disparates et par la publication de périodiques : *Vent d'Est*, *Révolution Sociale* et *Orientations*. Or, en dépit de ces titres impressionnants, il n'apparaît pas que le noyau d'*Oriente* ait jamais déployé une action bien efficace. Après un succès de curiosité très normal, éditions et journaux sont entrés dans une phase de routine confidentielle, peu propre à provoquer l'intérêt de qui que ce soit. Il semble que Pékin ne les maintienne que comme une carte de visite et dans un sens purement culturel, sans illusion aucune sur leur portée pratique.

Entre-temps, l'apathie du « *Mouvement marxiste-léniniste* », cité plus haut, avait impatienté quelques uns de ses membres, qui finirent par s'en séparer pour fonder à Milan, en 1965, une « *fédération* » marxiste-léniniste, groupée autour d'un périodique à publication intermittente : la « *révolution prolétarienne* » de Semeraro et Serafini. L'originalité de cette fédération consistait à vouloir déborder le maoïsme proprement dit afin de le concilier avec la doctrine castriste. Projet ambitieux qui, lui aussi, semble n'avoir jamais dépassé le stade de l'intention enthousiaste. Par ailleurs, la *Nuova Unita*, que dirigeait alors Fosco Dinucci, avait vu naître sur sa gauche la feuille « *communiste* » imprimée par Ugo Duse, et représentant les idées d'un nouvel organisme : *la ligue marxiste-léniniste*. En 1967, la *Fédération* elle-même allait connaître une dissidence, celle de « *l'avant-garde prolétarienne maoïste* » de Spazzoli et Gubinetti, qui édite la *Tribune Rouge*. Cela faisait beaucoup de petits ruisseaux, mais sans aboutir à aucune grande rivière.

Parti communiste d'Italie (marxiste-léniniste)

L'action pro-chinoise en Italie n'est devenue vraiment concrète qu'à partir d'octobre 1966, lorsque fut fondé à Livourne le *Parti communiste d'Italie (marxiste-léniniste)*. Le lieu de naissance avait été spécialement choisi pour faire pièce au P.C.I. qui, lui aussi, était parti de là, en janvier 1921, et le parallèle se voyait encore renforcé par la présence, le 14 octobre 1966, d'un fondateurs du Parti communiste officiel, le vieux Bordiga. Auprès de lui se retrouvaient des dissidents des éditions *Oriente* et des groupes marxistes-léninistes déjà cités, des castristes et même des trotskystes, tous lassés de combattre sans résultat en ordre dispersé et cherchant un nouvel espoir dans cette tentative unitaire.

Il va de soi que ce regroupement prenait d'emblée un caractère violemment hostile au P.C.I., accusé de réformisme et de capitulation devant la réaction d'abandon de la classe ouvrière. Sa « voie pacifique et démocratique vers le socialisme » était une désertion de la lutte révolutionnaire et le signe d'un embourgeoisement qui ravalait le Parti au niveau de la social-démocratie la plus abjecte. Corrompus par le parlementarisme, les dirigeants du P.C.I. ne cherchent plus qu'à défendre leurs privilèges de « nouvelle classe » en s'intégrant définitivement au système capita-

liste. « Les attaques de Longo contre le communisme chinois (étaient) l'aveu de la trahison révisionniste à l'égard du marxisme-léninisme ».

Ces accusations étaient proférées par l'état-major du nouveau Parti où figuraient le pharmacien Fosco Dinucci, le violoniste Risaliti, l'instituteur Osvaldo Pesce, la syndicalyste Anna Foa, tous anciens activistes du P.C.I., ainsi que Mario Geymonat, ex-associé du Regis des éditions *Oriente*, le colonel Frangioni, Luigi Sartori (l'intellectuel de la troupe) et le trotskyste Misefari. L'auditoire appartenait à toutes les nuances de l'extrême-gauche, y compris celle du P.S.I.U.P.

Il apparut bientôt que l'on se trouvait cette fois devant une organisation proprement dite, conçue comme une mosaïque de petites cellules de cinq membres, chacune sous le commandement d'un commissaire politique, qui est seul à les connaître tous et à communiquer directement avec l'instance supérieure. Un an, jour pour jour, après l'acte de naissance de Livourne, le nouveau Parti devait fonder un « *Syndicat révolutionnaire* » destiné à concurrencer la C.G.I.L. (C.G.T. italienne où l'influence du P.C.I. est dominante) ainsi qu'une « *Union de la jeunesse marxiste-léniniste d'Italie* », rivale évidente de la Fédération de jeunesse du P.C.I. Dès le début de 1968, on constatait l'implantation du P.C.D.I. (M. L.) à Rome, Milan, Turin, Gênes, Venise, Naples, Florence, Bologne, Bari, Brindisi, Pérouse, Padoue, Bergame, Palerme, Messine, Modène, Rimini, Reggio Calabria, Foggia et jusque dans la République de Saint-Marin. Il apparaissait également que son dynamisme avait déterminé Pékin à le considérer comme le représentant authentique du maoïsme en Italie, tandis que l'Albanie mettait à sa disposition non seulement une émission de Radio-Tirana, mais aussi des « instructeurs » chargés de former les groupes de jeunes du Parti. Il va de soi, d'autre part, que le gouvernement chinois confirmait son crédit de confiance par une contribution plus matérielle. Cette assistance est transmise par l'*Association du peuple chinois pour les relations culturelles avec les pays étrangers* et aboutit officiellement dans les caisses de l'*Association italienne pour les rapports culturels avec le peuple chinois*, par l'intermédiaire de la banque Manusardi, à Milan.

Il n'est pas douteux non plus que cette intervention financière ne soit pour quelque chose dans la multiplication des périodiques du nouveau Parti, depuis *Nuova Unita* jusqu'à la *Garde Rouge* et *La Voix Ouvrière*, en passant par *Travail Politique, Classe et Etat, Jeunesse Marxiste-Léniniste* et les *Nouvelles Editions Oriente*, créées pour torpiller celles de Regis.

La multiplicité de ces publications et leur spécialisation par secteur professionnel ou par région géographique marque bien le caractère particulier de la tactique maoïste. Aux prises avec l'imposante organisation du P.C.I. et en rivalité, d'autre part, avec l'action de surenchère du P.S.I.U.P., le P.C.D.I. (M.L.) était contraint de jouer sa chance sur l'infiltration capillaire, beaucoup plus que sur une attaque frontale, absolument au-dessus de ses possibilités. Cette infiltration exploite, en particulier, les manifestations de masse organisées par les communistes et au cours desquelles les équipes du P.C.D.I. (M.L.) prennent l'initiative des violences les plus spectaculaires. Le cas le plus flagrant est celui des désordres universitaires, où l'activité des pro-chinois s'est révélée chaque fois déterminante, au point d'altérer la réserve primitivement gardée par le P.C.I. et de pousser peu à peu celui-ci à entrer dans la voie de la surenchère. Il est incontestable, d'autre part, que le dynamisme du P.C.D.I. (M.L.) lui a valu des adhésions de plus en plus nombreuses, surtout dans la jeunesse étudiante et ouvrière. Parti avec moins de 20.000 adhérents en 1966, il en comptait déjà plus de 80.000 en 1967 et les chiffres cités de bonne source, fin 1968, dépassent 150.000.

C'est, bien entendu, encore très peu de chose, au regard des 1.800.000 inscrits officiels du P.C.I. et du million et demi d'électeurs du P.S.I.U.P. Aussi le P.C.D.I. (M.L.) s'est-il bien gardé de présenter une liste autonome au scrutin de mai 1968. Il sait que, pour lui, l'heure n'est pas venue encore d'un affrontement au grand jour avec les forces de la gauche traditionnelle — l'échec de sa campagne pour le bulletin blanc en est une preuve supplémentaire. Le seul domaine dans lequel il ait, jusqu'ici, une certaine supériorité est celui du désordre et de la violence. Il n'a, pour rivaliser avec le P.C.I., ni construction idéologique systématisée, ni structure différenciée d'envergure nationale, ni rayonnement moral sur la masse. Son action demeure purement négative, apparemment très loin d'une prise directe sur le pouvoir. Il ne peut ainsi ni impressionner les hésitants, ni rallier les opportunistes. Son avenir immédiat réside dans l'éventualité d'une crise grave du P.C.I., à condition, bien entendu, qu'il ne soit pas, lui-même, emporté par la tourmente qui vient d'éclater dans son sein.

En effet, le 10 décembre 1968, la *Nuova Unita*, organe officiel du Parti, a paru en deux éditions différentes et contradictoires. L'une, à Livourne, où apparaissait le nom du nouveau directeur, Manlio Dinucci et une autre, à Florence, sous le commandement de Vincenzo Misefari. Les deux journaux arboraient le même titre et le même numéro : 49 ! La *Nuova Unita* de Livourne accusait de « révisionnisme » le quatuor Misefari, Balestri, Sartori et Gracci, et annonçait leur expulsion, tandis que la *Nuova Unita* de Florence en disait autant du groupe Dinucci, Pesce, Obino, Geymonat, assimilés au « traître Liou Chao-chi ». Le reproche le plus significatif fait par le groupe florentin à celui de Livourne est d'avoir empêché la jonction ouvriers-étudiants de crainte d'être débordé sur sa gauche par l'impulsion universitaire. Cet épisode vaudevillesque rend difficile, dans l'immédiat, l'identification du P.C.D.I. (M.L.) authentique, quoique l'édition de Livourne fasse mention d'une visite de Dinucci à l'ambassade d'Albanie, vi-

site qui tendrait à conférer au parti livournais un certain caractère d'orthodoxie maoïste.

Pour ne pas quitter le chapitre des pro-Chinois, il convient de signaler aussi l'existence du *Parti révolutionnaire marxiste-léniniste*, de Vincenzo Calo aux yeux duquel toutes les autres formations de l'extrême-gauche sont autant d'officines révisionnistes et réformistes. Il s'exprime par *l'Etoile Rouge* et prétend, bien entendu, être seul à représenter la véritable ligne révolutionnaire « de Mao et Lin Piao ».

III. — LES ANARCHISTES

Les agitations sociales qui troublent l'Italie depuis le début de 1968 ont mis en évidence une recrudescence d'activité des anarchistes, non seulement par leur participation violente aux désordres, mais aussi sous forme d'affichage, de distribution de tracts, de débats et de conférences. L'anarchisme, en Italie, se réclame d'une tradition qui remonte avant 1914 et aux occupations d'usines de 1919. Il prétend traduire les enseignements de Bakounine, de Kropotkine et d'Enrico Malatesia : refus de tout communisme d'Etat, lutte contre la propriété, contre les gouvernements, contre les partis, contre toutes les formes de l'autorité ; avènement d'une société d'hommes égaux et libres, où « chacun donnerait et prendrait ce qu'il veut ». Et par conséquent, aussi, opposition forcenée à l'U.R.S.S. et au P.C.I. Les ressources semblent leur venir de contributions volontaires et de menus envois en dollars faits par les anarchistes de l'émigration italienne aux Etats-Unis.

En 1953, on trouvait les anarchistes réunis dans le *Groupe Anarchiste d'Action Prolétarienne*, de Masini, Cervetto et Parodi, qui publiait *l'Impulsion*. Trois ans après, ce groupe prit le nom d'*Action communiste*, s'annexant le théoricien Seniga. Aujourd'hui, bien que le propre de l'anarchisme soit le refus de l'autorité et, par là même, de l'organisation, la nature des choses a tout de même contraint ses adeptes à un embryon de structure. Cela ne dépasse guère le petit noyau, généralement groupé autour d'un périodique : *Ligue des Ouvriers et Etudiants*, à Gênes ; *l'Humanité Nouvelle*, à Rome ; *La Semence Anarchique*, à Pise ; *l'Agitation du Sud*, à Palerme ; *l'Internationale*, à Venise ; *Le Corbeau*, à Livourne. Il y a aussi le *Parti communiste internationaliste* et les cercles *Sacco-Vanzetti* que l'on retrouve en plusieurs villes, avec des journaux comme le *Drapeau Rouge* et *La Lutte communiste*, dont la diffusion déborde le cadre provincial.

Mais le groupement anarchiste le plus nombreux et le plus structuré est incontestablement la *Fédération anarchique italienne* (F.A.I.), organisée en fédérations régionales et provinciales, dont les liens mutuels semblent cependant très lâches, puisqu'elle maintient le principe des groupes autonomes. L'idée associative y est surtout représentée par « la Commission de correspondance » qui, dépourvue d'autorité sur les éléments de la base, est essentiellement un carrefour d'échanges de vues entre une douzaine de délégués des Fédérations régionales et provinciales. Des journaux périodiques tels que *Volonté* et *Le Rassemblement des Réfractaires* complètent le travail de la Commission. C'est cette F.A.I. qui a tenu, à Carrare, le 1er novembre 1968, son IXe Congrès. Sa résolution finale, particulièrement indigente, répétait mollement les slogans communistes les plus courants contre le capitalisme, l'O.T.A.N. et le Marché Commun Européen... On évalue dans l'ensemble à une trentaine de mille les anarchistes répandus dans toute l'Italie, ce qui leur interdit toute autre tactique que celle de l'infiltration dans les divers partis et syndicats. Cette infiltration se signale notamment par la note de violence croissante des manifestations contestataires, dont les bombes, plus ou moins puissantes deviennent un accessoire obligé. Elles ont fait jusqu'à présent peu de victimes, mais les dégâts matériels s'aggravent chaque semaine.

IV. — LES TROTSKISTES

Parallèlement au réveil récent de l'anarchie, la crise sociale italienne — et particulièrement l'agitation universitaire — a rendu un peu de souffle à divers mouvements qui végétaient dans la coulisse depuis un temps plus ou moins long.

L'apparition du trotskisme en Italie date, en fait, de 1925, lorsque Amédée Bordiga se sépara du P.C.I. pour fonder avec Maffi le *Parti communiste internationaliste*, dont il est encore le leader, et qui s'exprime à travers le périodique *Prométhée*, après avoir connu, en 1948, une scission, que représente encore aujourd'hui la *Bataille communiste* de Damen. Le trotskisme, cependant, étouffé d'abord par l'essor du Parti communiste stalinien, éclipsé ensuite par l'apparition du P.S.I.U.P. et bridé par la concurrence du P.C.D.I. (M.L.), est longtemps apparu comme une survivance historique, déchiré qu'il est, au surplus, en diverses factions qui se disputent le monopole de l'orthodoxie. Il y a les *Groupes communistes révolutionnaires*, qui s'expriment par *Lutte Ouvrière* et le groupe « *Faucille et Marteau* » d'Aldo Brandirali. Un autre groupe, né à l'enseigne de la *Tendance* se réclame, lui aussi, de la IVe Internationale, mais s'en sépare sur la stratégie. Pour lui, toute tentative de s'opposer de front à l' «établissement » soviétique actuel (P.C.I.) est vouée à l'échec et, seul « l'entrisme », travail de pénétration « en termites », peut se révéler fructueux De cette opinion est issue l'entreprise des *Cahiers Rouges*, de Vittorio Rieser et Raymond Panzieri, spécialement attentive à l'aspect économique de la théorie révolutionnaire et à l'infiltration dans les syndicats. On notera aussi, pour mémoire, le groupe « *Unité Ouvrière* » de Di Toro.

Il est incontestable, en tout cas, que le développement croissant du « Mouvement étudiant » représente pour le trotskisme une opportunité extraordinaire, fortifiée encore par la réaction des Gauches contre l'invasion de la Tchécoslovaquie socialiste. Les trotskistes ont vu rapidement le parti qu'ils pouvaient

tirer de la confluence étudiants-ouvriers dans un climat où se trouvait débordée l'autorité du syndicalisme communiste officiel, ainsi que du discrédit que faisait rejaillir sur Moscou l'évidence de son impérialisme panslaviste.

V. — POUVOIR OUVRIER

Le travail à l'intérieur des organismes existants exige une longue patience que tout le monde n'a pas et c'est pourquoi l'équipe un peu théorique des *Cahiers Rouges* n'allait pas tarder à se voir dépassée par un groupe plus dynamique, convaincu qu'il fallait s'occuper d'urgence de « l'organisation de masse ». Telle est l'origine du mouvement « *Pouvoir Ouvrier* », de Tronti, De Léo et Negri.

Ce mouvement est apparu il y a deux ans, à Carrare, Viareggio et La Spezia, avant de fixer son quartier général à Pise. Dès l'origine on y voit des étudiants, des professeurs et des ouvriers provenant du P.C.I. et du P.S.I.U.P., soit spontanément, soit par suite de leur exclusion. Ils se réclament bien entendu du léninisme le plus orthodoxe. Pour eux, la révolution communiste ne peut être qu'un fait de masse et une subversion violente de l'Etat bourgeois. Ils refusent absolument à l'adversaire de classe la moindre liberté de pensée ou d'action et leur programme comporte l'élimination pure et simple de cet adversaire. Aussi considèrent-ils comme illusoire et fausse la politique « réformiste » du P.C.I. et du P.S.I.U.P. fondée sur la lutte parlementaire et la conquête du pouvoir par la voie électorale. Ils reprochent également au P.C.I. et au P.S.I.U.P. d'avoir étouffé dans leur sein toute participation de la base, au profit d'un centralisme bureaucratique qui monopolise les décisions à l'échelon du Secrétariat. La même critique est adressée par eux au syndicat, accusé de contredire le principe « d'autogestion de la lutte » et de remplacer l'expression directe de la volonté ouvrière par la formule « anti-démocratique » de la « délégation »:

Les adhérents du « *Pouvoir Ouvrier* » refusent d'être assimilés à un parti. Ils n'ont ni carte de membre, ni hiérarchie apparente et leur objectif avoué est essentiellement de constituer l'*avant-garde* des mouvements de masse, d'où devra naître une nouvelle organisation révolutionnaire. En attendant, ils élargissent visiblement leur recrutement, non seulement au sein du « *Mouvement étudiant* », mais également parmi les ouvriers. Leur périodique *Pouvoir Ouvrier* tire déjà à plus de 17.000 exemplaires, destinés à cimenter l'unité d'action entre les Facultés et les usines. Son leit-motiv est la « contestation globale » et « la révolution française de mai » lui sert de modèle d'action. En vertu de quoi le journal s'emploie à promouvoir les revendications ouvrières autant que les exigences estudiantines. Une des manifestations les plus récentes de cette tactique unitaire est la création d'un *Comité national contre la répression* où figurent les ténors de la « nouvelle gauche » depuis Mario Bellochio et Lino del Fra jusqu'à Valentino Orsini, en passant par Bruno Caruso, Sergio Amidei et le rédacteur de *l'Espresso*, Sandro Viola. D'autre part, l'influence du *Pouvoir Ouvrier* se fait déjà sentir sur des périodiques tels que *Classe Ouvrière, Chroniques Ouvrières* et *Contre-Plan.*

VI. — LES GUÉVARISTES

Par la force des choses et le caractère universitaire de son agitation, *Pouvoir Ouvrier* allait forcer la sympathie des jeunes gens qu'inspire la mythologie guévariste.

Il n'est pas surprenant, en effet, que la geste de « Che » Guevara ait agi sur l'imagination et la sensibilité des jeunes (étudiants et ouvriers) en faveur d'une mystique de la contestation et de la violence, dont le contenu importe moins que les manifestations tapageuses et la tension psychologique. Dégoûtés du communisme officiel du P.C.I., jugé révisionniste et embourgeoisé, déçus par l'expérience sanglante et anarchique de la Chine, ils se sentent tentés par Cuba, où l'échec moins évident — ou moins connu — du socialisme laisse subsister une illusion de marxisme constructif. Mais l'auréole, autrefois brillante, de Fidel Castro se voit offusquée aujourd'hui par bien des reculades et des compromis (avec l'U.R.S.S. ou Washington), ne laissant finalement intacte que l'image vaguement « christique » du guérillero argentin. C'est ce qui explique la floraison des « *Centres anti-impérialistes Che Guevara* » dont les principaux sont à Rome, à Milan, à Turin et à Plaisance (où ils publient entre autres les « *Cahiers de Plaisance* », de Bellochio, Cherchi et Fortini). Très proches d'eux, il faut noter la *Jeune Critique* de Mughini, le *Nouvel Engagement* de Cristofulini, della Mea et Luperini, ainsi que l'édition italienne de la *Monthly Review*, assurée par Ernesto Modugno.

Le bruit courait récemment que la fraction guévariste aurait été « contactée » ces derniers temps par un émissaire de la *Nouvelle gauche* nord-américaine, riche de bons conseils et de dollars. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que les guévaristes ont su intéresser à leur sort l'importante maison d'édition Jean-Jacques Feltrinelli. Héritier d'une fortune colossale J.-J. Feltrinelli a choisi de la mettre au service de la révolution sous une forme commercialement rentable, et comme Maspero en France, la maison qu'il a fondée a le quasi monopole de la littérature révolutionnaire. Tel quel, le castro-guévarisme exerce incontestablement, sur le *movimento studentesco* (1) une influence considérable. Il est à l'origine de l'extrémisme théorique et de la violence qui sous-tendent en permanence l'agitation universitaire en Italie et dont l'importance a fini par modifier l'attitude d'abord hostile des Communistes à l'égard de cette agitation.

VII. — L'HÉRÉSIE ANTI-SYNDICALE

Il serait peu vraisemblable que les événements de mars 1968, en Italie, et de mai, en

(1) Voir *Est et Ouest*, du 16 décembre 1968.

France aient limité leur retentissement aux amphithéâtres des Facultés, pour s'arrêter soudain à la porte des usines. D'autant plus que le vieux courant anarchiste a toujours survécu plus ou moins consciemment dans les ateliers de la Péninsule. Il y a quatre ans déjà, un groupe syndicaliste extrémiste, qui s'appelait lui-même « *Les Chats sauvages* », faisait son apparition à Turin, pour affirmer que la lutte ouvrière ne devait pas borner son action à la grève, alors que le sabotage était une formule beaucoup plus efficace. Ces « chats » ont fait des petits depuis lors au point de constituer désormais un groupe très actif publiant l'*Avant-Garde Ouvrière*. On y apprend que la forme syndicale actuelle est absolument dépassée par la conjoncture politique, qu'elle est devenue inadéquate et paralysante, que ses dirigeants sont des bureaucrates au service du patronat, chargés de reléguer les revendications ouvrières sur une voie de garage. Les travailleurs doivent prendre en main, eux-mêmes, leurs destinées et c'est à eux qu'il appartient de décider directement. L'unité syndicale, dont il est tellement question, doit se réaliser désormais à la base et non pas au sommet, l'intérêt du prolétariat doit être exprimé non plus par les représentations syndicales classiques, mais par les ouvriers groupés en *assemblée d'usine*. Cette prédication, qui rejoint celle du « *Pouvoir ouvrier* », est diffusée par des « *Comités unitaires de base* » qui ne cessent de pousser les ouvriers à radicaliser leurs exigeances et n'hésitent pas à attaquer ouvertement les décisions syndicales. Des contrats collectifs péniblement acquis par l'effort des représentations traditionnelles se voient transgressés, du jour au lendemain, sous la pression des « *Chats sauvages* » et de leurs congénères. On constate même, depuis quelque temps, que les négociations syndicales sont suivies en coulisses par des représentants « Chats sauvages » qui en contrôlent le déroulement pas à pas et n'hésitent pas à intervenir pour en bloquer parfois le dénouement. Les « Commissions internes », qui assuraient jusqu'ici la vigilance ouvrière à l'usine, sont contestées et démenties au profit des « Comités unitaires de base ». C'est toute la structure syndicale traditionnelle et ses liens organiques avec les partis qui se trouvent ainsi frontalement menacés.

A l'origine, les syndicats « établis » ont vigoureusement réagi contre ceux qu'ils appelaient des provocateurs et des têtes brûlées et en juin dernier, encore, les Communistes de la C.G.I.L. étaient les premiers à leur jeter l'anathème. Depuis lors, cependant, les chefs syndicaux du P.C.I. ont nettement baissé le ton et feignent, aujourd'hui, d'assumer la paternité de mouvements provoqués par les « Chats sauvages » eux-mêmes... Cette attitude n'est qu'un aspect de la nouvelle tactique du communisme moscovite en face de la surenchère extrémiste.

VIII. — LA RÉACTION DU P.C.I.

Il va de soi, en effet, que le Parti communiste italien n'a jamais cessé de suivre attentivement l'activité des groupes qui lui faisaient concurrence sur sa gauche et, en y regardant de près, on peut distinguer quatre étapes dans son attitude à leur égard.

Tout d'abord le P.C.I. a réagi très violemment, comme il se devait, à l'apparition de ces adversaires qui avaient l'audace de lui disputer le primat de l'orthodoxie. Les maoïstes, surtout, qui paraissaient les plus dangereux, ont eu droit aux épithètes les plus infamantes, à la fois provocateurs, antimarxistes, agents du patronat et de l'impérialisme américain. Mais cet emploi exhaustif du lexique communiste ne dépassait guère au début la protestation verbale. La Direction du Parti feignait d'être plus inquiète qu'elle ne l'était réellement, persuadée que le « chinoisisme » n'avait aucun avenir en Italie et qu'il n'était pas mauvais, au surplus, d'avoir un repoussoir à gauche, au moment où l'on dessinait vers la droite une tactique de modération apparente, de dialogue et de main tendue.

Cette euphorie relative ne tarde cependant pas à se dissiper à mesure que les infiltrations du P.S.I.U.P. et des pro-chinois commencèrent à s'étendre dans la base et surtout dans la *Fédération juvénile* (F.G.C.I.) au point d'amener celle-ci à pratiquer ouvertement l'unité d'action avec des organistes maoïstes. Entretemps la jeune gauche du Parti revêtait une personnalité de plus en plus cohérente et autonome, réclamant la constitution de soviets d'usine et de faculté, en vue d'une « prise de pouvoir de la base ». L'affaire était donc plus sérieuse qu'on ne l'avait cru d'abord. Le résultat immédiat en fut une épuration de plus en plus sévère qui n'alla pas sans crise et sans scandale. Le Parti commençait à perdre sa belle façade monolithique. On parlait de fractionnisme. On voyait apparaître des tracts et des « lettres » polycopiées où étaient remises en question les positions tactiques du P.C.I. et la personnalité de ses chefs. L'épuration avait beau sévir, elle n'en paraissait pas moins insuffisante à enrayer l'érosion.

Sans y renoncer, cependant, la Direction du P.C.I. crut habile de compléter la défensive par une action directe de contre-infiltration et de noyautage au sein des organisations adverses. Les moyens financiers ne manquaient pas pour « convaincre » le P.S.I.U.P., par exemple, de l'intérêt qu'il y aurait pour lui — ou au moins pour ses chefs — à ne pas s'entêter dans une lutte inégale. La facilité avec laquelle Vecchietti s'est rangé à l'idée de l'unité d'action avec le P.C.I. témoigne de la valeur de ce raisonnement. Du côté pro-chinois, où l'argument « sonnant » avait moins d'effet, le jeu a consisté à introduire dans leurs rangs des agents de surenchère dont l'activité fractionniste multipliait les scissions jusque dans les groupes déjà dissidents. D'où un éparpillement des efforts et une dispersion des moyens qui expliquent en bonne part la marche lente des maoïstes. (Détail significatif : la *Nuova Unita*, de Florence, organe de la dissidence qui vient d'éclater au sein du P.C.D.I. (M.L.) sort des presses qui impriment l'hebdomadaire officiel du P.C.I. *Vie Nuove*...). Quant aux anarchistes

et aux trotskistes, leur individualisme forcené se suffisait à lui-même pour assurer leur division.

Cette contre-offensive aurait atteint son but sans les événements de mars 1968 en Italie et « la leçon de mai » en France, qui ont révélé l'influence du travail souterrain de la contestation hétérodoxe. Malgré toute son habileté, le Parti communiste officiel perdait visiblement son ascendant sur la jeunesse des universités et des usines, face à une coalition d'*ultras* dont l'intransigeance et l'extrémisme semblaient répondre mieux à l'exaspération des esprits. Là où l'épuration et le noyautage s'étaient montrés insuffisants, il ne restait donc plus au P.C.I. qu'une ressource : celle de la surenchère dirigée.

C'est exactement le stade où nous sommes. Il ne se passe plus de jour, actuellement, que l'*Unita* ne reprenne à son compte les revendications et les violences des groupes scolaires, ouvriers ou paysans. Il n'y est plus question que de provocations patronales et de brutalités policières, de descentes dans la rue et de justice populaire. Les slogans explosifs de Cohn-Bendit et de Sauvageot de mai 1968 fleurissent aujourd'hui en italien avec l'emphase propre à notre génie national. Sans doute cette dramatisation de la conjoncture s'explique-t-elle, dans l'immédiat, par l'intention des communistes d'envenimer au maximum les relations du P.S.I. avec la Démocratie chrétienne, afin de rendre impossible le maintien du Centre gauche. Elle a également pour effet de planter peu à peu un décor de guerre civile auquel ne manqueraient, demain, ni les protagonistes, ni le scénario. La manière dont les communistes ont exploité, au début de décembre, le cadavre de deux travailleurs siciliens, aussitôt pris comme prétexte pour exiger le désarmement de la police, est un modèle du genre. Ce faisant, le P.C.I. reprend progressivement le contrôle des masses tout en ayant l'air de céder au mouvement déclenché par son extrême-gauche.

La technique de l'opération est intéressante à suivre. Elle vise à résoudre l'antithèse apparente entre les objectifs internes et externes de la révolte universitaire, ces derniers étant catalogués d'office comme identiques à ceux de la rébellion ouvrière. Cette assimilation doit permettre de dépasser le nihilisme primitif de la contestation pour faire affluer la poussée universitaire vers le grand fleuve de la revendication travailliste, dont le P.C.I. est évidemment le héraut naturel. A cette fin, le Parti insiste sur le fait que le refus étudiant ne s'adresse pas aux forces productives en elles-mêmes mais aux rapports sociaux qu'elles ont institués. D'un autre côté, il souligne que la masse ouvrière ne confond pas l'intellectuel avec le rôle subalterne et instrumental que la bourgeoisie lui assigne dans sa pyramide d'injustices sociales, mais qu'elle en reconnaît, au contraire, le rôle de créateur, à tous les échelons de la vie de production. Une plateforme de convergences et de compréhension est ainsi trouvée, tout au moins en principe, entre les deux pôles de la contestation révolutionnaire et elle est établie sur l'initiative du Parti et sous son contrôle, c'est-à-dire dans la ligne de son unité stratégique reconstituée.

La réalisation pratique de cette manœuvre exigerait d'autant plus de sang froid et de doigté que la « *movimento studentesco* » — pas plus que le *Pouvoir ouvrier* — ne paraît disposé à se prêter à ce noyautage. On l'a vu le 5 décembre, lors de la grève générale de Rome, quand les étudiants et les jeunes ouvriers ne se sont pas gênés pour siffler copieusement les orateurs syndicalistes et communistes qui les exhortaient à la mesure et à la discipline. On a eu nettement l'impression ce jour-là que le P.C.I. commençait à être débordé sur sa gauche. Or, cette crise intervient alors que les contre-coups de l'affaire tchécoslovaque et l'éclipse forcée de Longo affaiblissent sensiblement le grand état-major des *botteghe oscure*, où reparaissent peu à peu les antagonismes de tendances et de personnes. Il se crée ainsi à Rome une situation semblable à celle du Kremlin où le Comité Central paraît, lui aussi, divisé sur la route à suivre. Ce vide du pouvoir est peut-être plus dangereux que la présence d'un grand leader car il n'implique pas nécessairement l'inertie et laisse la place libre à des réactions impulsives et affolées, grosses de conséquences.

ERMETE ALBA.

Des communistes polonais expliquent la dissolution du "Parti communiste de Pologne"

PARMI les livres polonais, publiés en Occident au cours des dernières années, nombreux sont ceux qui entrent dans la catégorie des « romans à clé ». Dans ce lot, on doit citer « *Widziane z gory* » (« Vu d'en haut ») de Tomasz Stalinski (sic !) qui fit beaucoup de bruit en Pologne ; un dignitaire du régime a même déclaré : « *Pour écrire ce livre, l'auteur a dû passer au moins un an dans l'immeuble du Comité central du Parti* ».

Mais c'est le première fois, — croyons-nous —, que la clé d'un livre publié en Occident est donnée publiquement et officiellement par la Pologne « populaire ». Cette aventure arrive au livre de Stanislaw Wygodzki « *Za-*

trzymany do wyjasnienia » (« Retenu pour explications »).

En février 1956, les représentants des Comités centraux des Partis communistes de l'U.R.S.S., d'Italie, de Bulgarie, de Finlande et de Pologne déclaraient solennellement que la dissolution du Parti communiste de Pologne en 1938, fondée sur des documents falsifiés par des provocateurs démasqués ensuite, n'était pas justifiée.

En mai 1957, le IX° Plenum du P.C.P. (Parti Communiste Polonais) faisait une déclaration sur les « *erreurs et la responsabilité de l'ancien Ministère de la Sécurité Publique* » (connu surtout sous le nom de « *Bezpieka* »).

Du 22 mai au 26 juin 1957, Stanislaw Wygodzki, à l'époque haut fonctionnaire du régime communiste, écrivit son livre qu'il publia onze ans après à Paris, après avoir été victime des mesures antisémites de Gomulka.

« *Zatrzymany do wyjasnienia* » (partiellement fondé sur des lettres authentiques, précise l'auteur) raconte le séjour dans les prisons de la République « populaire » d'un vétéran des luttes communistes retenu seulement « pour quelques explications ». Ces « explications » portent sur certaines divergences dans les diverses rédactions de sa « biographie ». Elles durent de 1949 à 1955. C'est seulement vers la fin qu'on leur donne une base « légale » sous forme de la « sanction du procureur » qui tient lieu d'accusation.

C'est donc le récit des souffrances infligées à un homme qui pendant quarante cinq ans, de 1904 à 1949, a milité dans les rangs du Parti (d'abord « S.D.K.P. i L. », socialiste de gauche, parti de Rosa Luxembourg; ensuite K.P.P. (Parti Communiste de Pologne), en a été un des dirigeants et a survécu à toutes les tempêtes. Ce regard sur la Pologne « populaire » de l'époque dite stalinienne vue à travers ses prisons est plein d'enseignements. Le héros du livre, « *Szpakowaty* » (Grisonnant), rencontre en prison de vieux militants communistes, un boulanger polonais et un ferblantier juif qui — comme lui — n'arrivent pas à comprendre que le Parti qui était le but de leur vie puisse les traiter de cette manière après tant de dévouement.

Après le « dégel », le héros peut enfin quitter la prison et l'auteur écrire son livre. Les autobiographies qu'il est forcé de produire successivement donnent à « Szpakowaty » l'occasion de citer quelques dizaines de noms; les uns sont vrais; les autres, inventés, couvrent des personnages liés à la vie du héros. « Szpakowaty » a connu les prisons de la Russie tsariste et a fait sept ans dans les prisons de la Pologne indépendante; le voilà dans la prison de cette Pologne communiste pour l'avènement de laquelle il a tant travaillé. On l'interroge sur sa vie, mais la période qui intéresse le plus ses geôliers, ce sont les années 1933-1938; membre du Comité central du K.P.P. clandestin à cette époque et même, à la fin, membre de son secrétariat, « Szpakowaty » brosse la silhouette des militants de haut rang que l'auteur cache sous des noms imaginaires.

Qui sont ces camarades de combat de « Szpakowaty »? Peut-on les identifier et situer exactement leurs rôles respectifs? A ces questions semble répondre avec force détails un article de Marian Malinowski, intitulé « *Przyczynek do sprawy rozwiazania K.P.P.* » (contribution à l'affaire de la dissolution du Parti Communiste de Pologne) (« Z Pola Walki », N° 3-1968, Varsovie).

Si Malinowski ose toucher ce sujet, toujours brûlant, malgré trois décennies passées, c'est parce que les instances communistes, tant soviétiques et internationales que polonaises, ont déjà pris position dans cette affaire. Khrouchtchev a parlé de la dissolution du P.C.P. dans ses discours des XXe et XXIIe Congrès du P.C.U.S. et Gomulka, lui-même, a abordé à plusieurs reprises ce sujet, notamment dans un article de la revue citée plus haut en 1968 (« *W 40 rocznice powkania K.P.P.* » (40e anniversaire de la création du P.C.P.) et au cours du Plenum du Comité central en novembre 1961.

Marian Malinowski rappelle que le P.C.P. a été co-fondateur de l'Internationale Communiste (Komintern) et a eu une sérieuse influence politique. Son secrétaire général, Julian Leszczynski-Lenski, faisait partie du présidium du Komintern. L'auteur emporté par sa fougue ou sa fidélité au Parti, exagère l'influence du P.C.P. sur les différentes couches de la société polonaise. En effet, cette influence était bien difficile à exercer dans un pays qui a subi, en 1920, l'invasion soviétique restée dans la mémoire de tous. L'auteur, du reste, se plaint de « l'attitude négative des dirigeants des mouvements socialistes et paysans! »

La mémoire de l'auteur le trompe quand il affirme que le Parti communiste exigeait que la Pologne rompit son alliance avec l'Allemagne hitlérienne et qu'elle en conclue une avec l'U.R.S.S. La Pologne, en effet, n'a jamais eu d'alliance avec l'Allemagne, mais seulement un pacte de non-agression signé en 1934; l'auteur oublie cependant qu'un pacte du même type avec la Russie soviétique avait été signé deux ans plus tôt, en 1932.

Quelle était la situation du P.C.P. pendant la période qui a précédé la dissolution? Son VIe et dernier congrès a eu lieu en 1932. Parmi les membres du Comité central élus à ce congrès nous retrouvons quelques noms des dirigeants actuels: : Franciszek Mazur, Zenon Nowak, Jan Izydorczyk, etc. L'auteur de l'article, citant les suppléants, accole au nom de Jozef Mitzenmacher l'épithète « provocateur »; celui-ci est donc reconnu comme tel par le Parti. Une grande partie du Comité central du P.C.P. « à cause des meilleures possibilités de liaison avec le Comité exécutif du Komintern, ou bien pour des raisons de sécurité personnelle et de continuité de travail » réside en permanence à l'étranger : en U.R.S.S., en France, en Tchécoslovaquie. Le Bureau politique et l'organe idéologique du P.C.P. ont leur siège à Paris. En Pologne même, fonctionne seulement le Secrétariat national (Sekretariat Krajowy). Puis des dirigeants du Parti communiste polonais, soit résidant en Pologne soit

dans d'autres pays, furent convoqués à Moscou. On perd ensuite leur trace: quelque temps après, le bruit commence à courir que tel ou tel a été arrêté ; plus tard la confirmation arrive mais on ne précise jamais les motifs. Les arrestations ont commencé en 1933 (Jerzy Sochacki et Sylvester Wojewodzki) ; en juin 1937, le Secrétaire général Lenski est convoqué à son tour de Paris à Moscou et disparaît dans la trappe. Antoine Lipski (pseudonyme Zdzich) qui dirigeait le Secrétariat national ne croit pas aux accusations de provocations qui accablent son chef, fait paraître le 6-8-1937 un communiqué dans lequel il défend Lenski. Il se rend à Prague et demande sa convocation à Moscou ; fin 1937 ses désirs sont exaucés : il ne reviendra plus !

Antoine Lipski, avant de partir, n'a pas nommé officiellement son successeur ; l'équipe du secrétariat : Leon Lipski (Lukasz) frère du précédent, Wlodzimierz Zawadzki, Leon Holcer (et après son arrestation par la police : Edward Uzdanski) dirigent le P.C.P. En 1938, Mme H. Gruda et Stanislaw Radkiewicz compléteront cette équipe qui prendra le nom de Direction provisoire du P.C.P. (Tymczasowe Kierownictwo K.P.P.). Cette Direction n'a pas de contact avec le Komintern, ce qu'on attribue aux difficultés techniques. Leon Lipski veut recourir à l'entremise des autres Partis, français et tchécoslovaque, pour rétablir les liaisons et convoquer une conférence des responsables ; le reste de l'équipe rejette ces propositions. Sur le terrain, les cellules du P.C.P. essaient de réaliser les mots d'ordre du Komintern, comme si de rien n'était. Si divers bruits courent, si les communistes polonais apprennent par la presse « bourgeoise » que leurs dirigeants ont été condamnés et exécutés en Russie, ni le Bureau politique de Paris, ni la Direction clandestine de Paris ne sont informés de rien.

C'est seulement en février 1938 que la revue du Komintern, la *Correspondance internationale*, publie un article signé « J. Swiecicki » sous le titre « Les provocateurs au travail » dans lequel de graves accusations sont formulées contre la direction du P.C.P. On y dit, entre autres, que la police polonaise a réussi à placer des provocateurs à l'échelon le plus élevé du Parti, que les « trotskystes » influencent le travail du P.C.P., que les thèses officielles concernant le droit de l'Ukraine et de la Biélorussie occidentale à se séparer de la Pologne et à rejoindre l'U.R.S.S. visent à envenimer les relations soviéto-polonaises, etc. L'article en question contient cependant des compliments à l'adresse de la brigade « Dombrowski » qui se battait à l'époque aux côtés des républicains en Espagne.

« *On n'a pas pu trouver, jusqu'à présent, un quelconque document officiel émanant du Comité exécutif du Komintern qui contiendrait par écrit le texte de la décision de l'Internationale dans l'affaire du P.C.P.* », précise Marian Malinowski. L'article « Les provocateurs au travail » est donc la seule trace de la décision du Komintern de dissoudre le P.C.P. Malinowski estime que cette décision a dû être prise en décembre 1937 et non en 1938.

Comment les communistes polonais ont-ils appris la décision de la dissolution de leur Parti ? De la façon la plus compliquée possible : par un Bulgare et en Espagne ! En effet, le Comité exécutif du Komintern a expédié en Espagne un groupe d'hommes ayant pour mission de dissoudre le P.C.P. Ce groupe avait comme chef Anton Ivanov Kozinarov, connu sous le nom de Bogdanov et utilisant le pseudonyme de « Jean ». Cela se passait en février 1938 ; les responsables politiques de la brigade « Dombrowski », K. Cichowski et G. Reicher sont envoyés par Bogdanov à Moscou où ils sont arrêtés. Bogdanov organise pendant les mois de février et mars des réunions des communistes polonais à Albacete, à Casaibanes (base et école de cadres des Brigades Internationales) et dans les localités où stationnent des détachements polonais, des séances d'information pendant lesquelles il annonce la décision du Komintern de dissoudre le P.C.P. et fait connaître l'article « *Les provocateurs au travail* ». Le plénipotentiaire de l'Internationale insiste sur le rôle de la brigade « Dombrowski » dans la dissolution du P.C.P. Pour mettre en œuvre cette décision Bogdanov nomme un groupe de trois personnes : 1° Stefan Duchlinski (pseudonyme Kowaczek, commandant de la base de Casaibanes qui — ensuite — fera la guerre dans les rangs de l'armée polonaise en Angleterre; 2° Pinkus Kartin (Andrzej Szmidt) qui travaillera plus tard dans la rédaction du journal communiste polonais de Paris *Dziennik Ludowy* et pendant la guerre à la représentation soviétique à Vichy, et 3° Chil Szraga (Chilek) sur lequel l'auteur de l'article nous informe qu'il vit actuellement à Paris comme « sans-parti ». Au mois de mars 1938 se joint à ce trio Jan Sobecki (France) prêté par le Parti communiste français au sein duquel il militait avec un groupe de Polonais de France.

La dissolution du P.C.P. devait se faire par la base. Le Komintern n'avait confiance ni dans la Direction provisoire en Pologne, ni dans le bureau politique de Paris, ni dans la rédaction de la revue *Przeglad*. Bogdanov a fait venir de Pologne Marceli Skornik, militant qui n'était pas lié aux dirigeants du P.C.P. ; Skornik devait retourner en Pologne et envoyer plusieurs militants sûrs qui auraient pour tâche de procéder à la dissolution du Parti.

En même temps, Bogdanov procède à l'élimination de tous les responsables liés à l'ancienne direction du P.C.P., tant au sein de la brigade « Dombrowski » qu'à la rédaction de *Dziennik Ludowy* à Paris et, enfin, dans l'organisation des communistes polonais en France. En juin 1938 l'article « Les provocateurs au travail » paraît dans les colonnes de l'organe communiste parisien.

On pense aussi à l'avenir. Bogdanov prépare l'équipe qui, une fois la dissolution opérée, pourrait procéder à la réorganisation du P.C.P. sur de nouvelles bases. A sa tête il pla-

ce Boleslaw Molojec (pseudonyme « Edward »), de Paris. Cette équipe n'aura pas le temps de se mettre au travail.

Que se passe-t-il en même temps en Pologne ? La direction provisoire du P.C.P. apprend la décision de sa dissolution par l'organe des communistes autrichiens ; en mai 1938 son organe *Czerwony Sztandar* (Drapeau Rouge) publie l'abrégé de l'article « Les provocateurs au travail ». Mais peu de membres du Parti croient à la véracité des accusations portées contre leurs dirigeants. Dans la direction, L. Lipski s'obstine à ne pas croire à la dissolution, sans parler des accusations ; il essaye de faire paraître un tract que ses camarades de la direction confisquent et détruisent. La dissolution opérée par des envoyés de Bogdanov progresse et le désarroi augmente. L. Lipski est éloigné. Wlodzimiers Zawadzki fait connaître à la Direction Provisoire le contenu de la note qu'il a reçue par un envoyé de Paris, et le 2 juillet 1938 la décision de se soumettre est prise.

Le 5 juillet l'organe du Parti socialiste polonais *Robotnik* (L'Ouvrier) publie un article « *Le sort du communisme en Pologne* » qui relate les circonstances de la dissolution sur la base d'un tract qui défendrait l'ancien secrétaire général Lenski et s'élevait contre les fonctionnaires du Parti qui n'avaient pas été démocratiquement élus.

Les envoyés de la direction provisoire sont E. Uzdanski à Prague et Mme H. Gruda à Paris. Le premier obtient la confirmation de la dissolution du P.C.P. et la seconde alerte Bogdanov. Celui-ci envoie d'urgence en Pologne Pinkus Kartin avec la mission d'activer la dissolution. Une fois sur place, Kartin se rend compte que — transgressant des consignes de Bogdanov — il sera obligé de faire paraître un texte donnant quelques détails aux membres du Parti, En effet, il publie d'abord « *L'exposé du représentant du Komintern au sujet du P.C.P.* » (juillet 1938, texte polycopié) dans lequel il reprend les accusations de l'article « *Les provocateurs...* » sur la politique du Parti polonais envers l'Ukraine et la Biélorussie, ainsi que sur des infiltrations trotskystes. Un mois plus tard paraît un autre texte dû à la plume du Kartin : « *Communiqué n° 1 aux ouvriers, aux paysans et à l'intelligentzia laborieuse en Pologne !* » où il est question du rôle de provocation à la Direction nationale, cette fois. On prévient que tous ceux qui continueraient à militer dans les rangs de l'ancien Parti seraient considérés comme provocateurs et agents du IIe Bureau. On dénonce des éléments trotskystes qui mettaient en doute « de justes condamnations des tribunaux soviétiques contre les traîtres du peuple ». Entre juin et septembre 1938 la dissolution du P.C.P. est terminée.

En août 1938, les trotskystes (parmi lesquels militait Isaac Deutscher) ont publié un tract « *aux membres et sympathisants du P.C.P. et de l'Union communiste de la Jeunesse polonaise* ». Cette démarche est restée pratiquement sans suite.

Marian Malinowski s'intéresse aux causes de la décision du Komintern. « *A la base de cette tragédie... il y a des phénomèmes qui eurent lieu à l'époque en U.R.S.S.* », écrit-il, et ajoute que la direction du P.C.U.S. a pris énergiquement des distances avec de tels procédés. Mais il précise que les dirigeants du P.C.P. se sont engagés dans la lutte des fractions en Union soviétique.

Involontairement, peut-être, l'auteur montre que le Komintern était subordonné à la direction du Parti communiste soviétique. « *La dissolution*, écrit-il, *a été prononcée après l'arrestation en U.R.S.S. de presque tous les principaux dirigeants et militants du P.C.P. sous l'accusation diffamatoire et non fondée de provocation* ».

Staline ne s'est pas privé de faire retomber la responsabilité de la dissolution du P.C.P. sur le Komintern, mais pour être sûr il a d'abord fait arrêter — sinon exécuter — ceux qu'il couvrit ensuite de boue. On dit dans la déclaration des Partis communistes de 1956 (citée au début de ce texte) que les documents sur lesquels le P.C.P. fut jugé avaient été falsifiés par des provocateurs découverts depuis. On ne les cite pas. S'agirait-il de Staline lui-même ?

On attaquait le P.C.P. au sujet de sa politique envers l'Ukraine et la Biélorussie occidentale en l'appelant — comme d'habitude — provocation. Mais a-t-on oublié que le 10 janvier 1933 sept Partis communistes (y compris le P.C.P.) avaient signé la fameuse déclaration d'Essen où on concédait le droit de se séparer de la Pologne non seulement aux provinces de l'est de l'Etat polonais, mais aussi à celles de l'ouest, notamment à la Silésie. Il faut le rappeler à l'époque où les communistes polonais se font, particulièrement en France, des défenseurs de la frontière Oder-Neisse.

Il convient de souligner le rôle de la France dans toutes les opérations concernant le communisme en Pologne. Une bonne partie des organismes de direction du P.C.P. siégeait à Paris. C'est de Paris qu'on procédait à la dissolution de ce Parti et c'est aussi à Paris qu'on a installé « le Groupe d'Initiative pour les affaires polonaises auprès du Komintern ». Ce rôle de la France a revêtu d'autres aspects, mais n'est pas totalement terminé à l'heure qu'il est.

Malinowski cite une source non-communiste pour affirmer que 90 % des membres n'ont pas cru dans le bien-fondé des accusations de leurs dirigeants par Moscou. Néanmoins, ils ont laissé se dissoudre leur Parti par une décision anonyme venant de l'extérieur. Car pour les communistes, Moscou a toujours raison.

En janvier 1942, les Soviets en guerre contre Hitler ont ressuscité le Parti communiste de Pologne. Il en avait grand besoin ! Mais la dissolution a été et reste toujours une blessure profonde. Les anciens restent amers, les jeunes posent des questions. C'est pourquoi on en parle 30 ans après. Et d'abondance !

A. BIRD.

Légende et réalités de la "place vide"

IL est des clous qu'il ne faut pas se lasser d'enfoncer. Tel est, entre autres, le cas de l'un des slogans les plus fréquents et les plus efficaces de la propagande communiste, qui ne manque jamais de captiver les intellectuels ratés de notre époque. Nous parlons de la légende de la « place vide ». A en croire les hommes de Moscou, seul le coup d'Etat de Lénine-Trotski (le nom de ce dernier est évidemment passé sous silence) a fait de la Russie un pays moderne, alors qu'elle aurait été auparavant moins que sous-développée, une sorte de paria parmi les nations industrielles.

« *Le pouvoir des Soviets, vu l'absence dans le pays d'embryons tout prêts de l'économie socialiste*, écrivait Staline dans son dernier opuscule (1), *devait créer pour ainsi dire sur un terrain nu des formes nouvelles, socialistes de l'économie.* »

Ce serait donc le bolchevisme qui aurait tout créé *ex-nihilo*. C'est à lui que revient tout le mérite du développement économique que la Russie a connu... On néglige, bien entendu, de nous dire de quel prix ce développement a dû être payé.

LA DOUBLE FACE DU « PÉCHÉ ORIGINEL »

Tous les théoriciens marxistes ont toujours reproché aux bolcheviks d'avoir voulu réaliser le socialisme dans un pays qui n'était manifestement pas mûr pour instaurer la propriété collective des moyens de production. En avril 1917 encore, Lénine en convenait lui-même. Les paysans représentaient plus des trois quarts de la population, et l'analphabétisme de la majorité privait le peuple des moyens d'information lui permettant de se prononcer sur l'emploi des instruments de production à convertir en propriété collective. Or, il ne saurait être question de propriété collective si la collectivité n'a ni la compétence ni le droit de décider librement de l'utilisation de ce qui est censé lui appartenir.

La Russie n'était donc pas mûre pour une économie socialiste. Mais elle possédait — l'un n'exclut pas l'autre — l'une des industries les plus modernes du monde. Les îlots industriels émergeant de l'immense territoire essentiellement rural n'avaient aucune comparaison à redouter avec l'industrie des autres pays.

C'est cela que soulignaient les chefs communistes russes lorsque, dès le début de leur aventure, ils éprouvèrent le besoin de la justifier devant les réquisitoires des socialistes démocrates, tels Kautsky, Vandervelde, Turati, et même Otto Bauer. Ils se défendaient comme des diables d'avoir commis le « péché originel » qu'on leur reprochait.

Il y eut donc dans le cours de la domination communiste une période où les dirigeants soviétiques, loin de parler de la « place vide » et de l'état arriéré de la Russie, mettaient au contraire l'accent sur les aspects avancés et fortement évolués de son économie industrielle. En voici quelques preuves.

« *Nous avons vu*, écrivaient Boukharine et Préobrajenski (2), *que les principales branches de la production capitaliste en Russie étaient entre les mains d'entrepreneurs qui occupaient parfois plus de 10.000 ouvriers. A partir de 1907, l'industrie russe s'est rapidement centralisée... Si notre production avait été tellement arriérée que toute question d'organisation eût été superflue, cette production n'aurait pu être organisée non plus sur la base du capitalisme d'Etat. Nous savons bien que l'organisation de la production ne devient possible que quand la centralisation du capital atteint un certain degré. Ce degré de centralisation, le capitalisme russe* l'a atteint [souligné par les deux auteurs]. »

L'ESSOR INDUSTRIEL RUSSE AVANT 1914

Dans une brochure éditée en 1925 par les éditions de l'Université communiste Sverdlov de Moscou, Alexandre Kohn (3) publie le tableau que voici :

CV par ouvrier industriel

Allemagne	Russie
68,9 (1895)	64,5 (1900)
95,9 (1907)	91,9 (1908)

Un autre auteur (4) écrivait ceci :

« *Le retard économique de la Russie détermina un passage particulier à une étape des plus avancées... En se développant dans l'environnement du capital financier des pays économiquement avancés d'Europe qui tendaient vers le monopole mondial, le capitalisme industriel russe put obtenir les crédits dont il avait besoin, du fait que le capital bancaire européen s'empressa d'apporter son concours au capitalisme industriel russe afin de le faire entrer dans l'orbite de ses monopoles.* »

Le professeur Serge N. Prokopovicz (5) nous apprend en effet que l'apport du capital étranger à l'industrialisation de la Russie fut considérable. De 1901 à 1908, cet apport s'élevait à 552,3 millions de roubles, mais le fonds d'investissement russe n'était que de très peu inférieur : 548,5 millions. Et pendant les quatre années suivantes — 1909-1913 — le capital étranger atteignait 284 millions (à peu près la même moyenne annuelle que pendant la période précédente), alors que l'apport du capi-

(1) *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.* (1952).

(2) Boukharine et Préobrajenski, *ABC du communisme* (1919), pp. 160-161.

(3) A. Kohn, *Le capital financier*, p. 14.

(4) N. Vanag, *Le capital financier en Russie à la veille de la guerre mondiale*, pp. 151-152 (Moscou, 1924).

(5) *Histoire économique de l'U.R.S.S.*, p. 593.

tal russe se montait à 413 millions, ce qui fait une moyenne annuelle de 103 millions contre 78 millions seulement pendant la période 1901-1908.

Les chiffres abondent qui prouvent que l'industrie russe de cette époque était plus moderne et plus concentrée que l'industrie allemande, considérée alors comme la plus puissante du monde. Les entreprises russes occupant plus de 500 ouvriers employaient en 1913 plus du tiers du prolétariat industriel du pays ; les entreprises allemandes de la même catégorie n'en employaient, en 1907, qu'un septième : dans les entreprises géantes (occupant plus de 1.000 ouvriers), le prolétariat industriel russe était supérieur au prolétariat industriel allemand *même en chiffres absolus* : 920.000 en Russie contre 880.000 en Allemagne (6).

Pour ne pas encombrer cet article de trop de chiffres, nous renvoyons le lecteur à ceux que notre Bulletin a déjà publiés (7). Mentionnons cependant quelques faits que nous trouvons dans un tout récent ouvrage (8) dont l'auteur, directeur du Centre d'Etudes du développement de l'Institut d'études sociales de l'Université de Grenoble, s'est livré à un travail de recherches remarquable.

L'auteur estime (p. 212) que « la Russie jusqu'en 1914 a presque toujours été en retard, *mais elle n'a jamais été sous-développée* » (c'est nous qui soulignons). Il publie un tableau dont nous n'extrairons que quelques chiffres (p. 177) :

Taux de croissance industrielle (a)

	1880-90	1890-1900	1900-10
Monde	5,2	3,4	3,9
Russie	4,7	8,5	3,2
Allemagne ..	4,8	5,0	3,2
Angleterre ..	1,6	2,4	0,7
France	2,7	1,7	3,0
Etats-Unis ..	8,6	3,3	5,1
Italie	5,7	3,4	5,9

(a) Taux annuel par décennie en p.c.

« On peut en toute certitude, écrit M. Barel, tirer une double conclusion de ces chiffres : 1° Le développement industriel russe est l'un des plus rapides de la période (le plus rapide sur l'ensemble de la période, ex-æquo avec les Etats-Unis), même lorsqu'on le compare aux pays alors en pleine phase d'industrialisation, comme l'Allemagne, l'Italie ou les Etats-Unis. 2° Une accélération très nette de la croissance intervient en 1890 en Russie, encore que le développement antérieur soit loin d'être négligeable. »

Un autre tableau reproduit par M. Barel (p. 266) et tiré d'un ouvrage de Liachtchenko (9) n'est pas moins significatif :

Répartition du capital de base entre les principales industries
(*millions de roubles*)

	1890	1900	Accroissement
Mines	85,7	392,2	353 %
Métallurgie	27,8	257,3	826 %
Chimie	15,6	93,8	501 %
Céramique	6,7	59,0	781 %
Textile	197,5	373,7	89 %
Industrie alimentaire	87,6	153,1	75 %
Toutes industries	580,1	1.742,3	200 %

La métallurgie, quintessence de l'industrie trie lourde, se développe dès la fin du XIXe siècle à un rythme particulièrement rapide. On voit que la Russie n'avait pas attendu Staline pour édifier une industrie lourde ! Encore le faisait-elle alors en grande partie avec le concours du capital étranger, alors que Staline extorquait les fonds nécessaires aux masses laborieuses des villes et des campagnes.

LA « PLACE VIDE » ÉRIGÉE EN IMPÉRATIF CATÉGORIQUE

Ce sont les communistes qui, en usurpant le pouvoir par la violence et en déclenchant ainsi la guerre civile, ont détruit les forces productives et réduit la production russe à sa plus simple expression. La récolte avait baissé de 11 % entre 1913 et 1917 ; elle diminua de 30 % de 1917 à 1920. La production industrielle se réduisit encore bien davantage. En 1920, elle atteignait les pourcentages suivants de son volume de 1913 :

Tissus de laine	27,5 %
Houille	27,0 %
Locomotives	14,8 %
Charrues	13,3 %
Sucre	6,7 %
Tissus de coton	5,1 %
Wagons	4,2 %
Ciment	3,0 %
Fonte	2,4 %

C'est donc le communisme de guerre, qui ne céda la place à la N.E.P. (nouvelle politique économique) qu'au printemps 1921, après

(6) Fritz Sternberg, *Der Imperialismus*, p. 375.
(7) *Est et Ouest*, n° 399 (16-29 février 1968), et n° 180 (1er-15 octobre 1957), numéro spécial, pp. 104-110.
(8) Yves Barel, *Le développement économique de la Russie tsariste*. (Ed. Mouton et Cie, Paris-La Haye, 1968).
(9) P. I. Lyashchenko, *History of the National Economy of Russia* (New-York, 1949).

la révolte des marins de Cronstadt, qui a totalement ruiné l'économie russe. C'est le gouvernement soviétique qui a créé le « terrain nu » dont parlait Staline et sur lequel il fallut tout reconstruire. Ce qu'il convient de souligner à cet égard, c'est que les communistes de l'époque, loin de déplorer cette catastrophe, s'en faisaient les apologistes. C'est Boukharine qui exaltait le plus le communisme de guerre, le déclarant inévitable et souhaitable pour tous les pays s'engageant dans la voie tracée par les bolcheviks (10). Son livre *Economique de la période de transformation* le fait apparaître comme le théoricien le plus éminent du communisme de guerre.

Il part en guerre contre Otto Bauer, le célèbre théoricien de l'austro-marxisme, qui avait écrit (11) :

« *L'expropriation ne peut pas, elle ne doit pas avoir lieu sous la forme d'une confiscation brutale... ; car sous cette forme elle ne pourrait s'accomplir qu'au prix d'une dévastation formidable des moyens de production par laquelle les masses populaires seraient réduites à la détresse et les sources du revenu national épuisées. L'expropriation des expropriateurs doit plutôt avoir lieu avec ordre et en règle, de façon à ne pas détruire l'appareil de production de la société, à ne pas empêcher la marche de l'industrie et de l'agriculture* ».

Boukharine se borne à lui répondre :

« *L'ancien ministre de la Socialisation voudrait, cela se voit, construire le socialisme non point avec des éléments terrestres, mais avec des éléments célestes* (12) ».

Sa préface à cet ouvrage ne laisse d'ailleurs aucun doute sur la manière dont il concevait la révolution communiste, qui selon lui devait créer la place vide et faire radicalement table rase. Il y écrit :

« *Celui qui imaginait la révolution du prolétariat comme une transition pacifique du pouvoir d'une main à une autre et la révolution des rapports de production comme un changement dans les sommets des appareils d'organisation, celui qui se représentait ainsi le type classique de la révolution du prolétariat, — celui-là se détournera avec épouvante de la tragédie mondiale que traverse l'humanité. Il sera incapable de discerner les contours sublimes et solennels de la société future dans la fumée des incendies et dans le tonnerre de la guerre civile* ».

Dans un chapitre intitulé : *Les forces productives, les faux frais de la révolution et la révolution technique*, il développe ces vues systématiquement (13) :

« *Il devrait être évident qu'une transition à une structure nouvelle représentant une nouvelle « forme évolutive » des forces productives est inconcevable sans une baisse temporaire des forces productives... S'il en est ainsi — et il en est absolument ainsi — il doit être clair* a priori *que la révolution prolétarienne s'accompagne inévitablement d'un fort déclin des forces productives car aucune autre révolution ne comporte une rupture aussi radicale et profonde des anciens rapports... Cette rupture est une loi inéluctable de la révolution prolétarienne.* »

***

Il est donc exact, comme l'affirme la propagande communiste, que le gouvernement soviétique a dû reconstruire l'économie « sur un terrain nu », *mais c'est lui-même qui avait créé cette « place vide »*. Les auteurs bolchevistes ont reconnu eux-mêmes que la Russie possédait avant leur coup d'Etat une industrie moderne et puissante, ce qui est, en outre, attesté par les chiffres qu'ils ne se faisaient d'ailleurs pas faute de communiquer à l'époque. Ils ont eux-mêmes publié les chiffres montrant le néant économique dans lequel leur politique avait plongé le pays entre 1917 et 1921. Et — ainsi que le prouvent les citations de Boukharine qu'on vient de lire — ils se sont faits les apologistes et les théoriciens de l'anéantissement des forces productives.

LUCIEN LAURAT.

(10) Dès 1925, il abandonna ces vues démentielles et devint un ardent protagoniste de la N.E.P. Ce qui lui coûta la vie.

(11) Otto Bauer, *La marche au socialisme* (1919), p. 59 de la traduction française.

(12) *Economique de la période de transition* (1920) pp. 62-63 de la trad. allemande.

(13) *Ibid.*, pp. 114-117.

Le rôle stratégique de la Mongolie entre Moscou et Pékin

L'ANTAGONISME russo-chinois ne date pas d'hier. Les observateurs politiques des dernières années du tsarisme, plus perspicaces semble-t-il que leurs successeurs de l'ère soviétique, sentaient venir l'orage. Dans une revue russe du début du siècle nous trouvons une analyse qui, malgré les changements survenus en Asie au cours d'un demi siècle, est de nature à impressionner le lecteur.

« *La Mongolie et la Mandchourie — y lisons-nous — tendent du point de vue géographique et économique vers la Russie. Ce sont des pays ou seule l'influence russe doit s'exercer. C'est nous qui devons y faire le commerce et diriger les marchés.* »

« *D'ailleurs notre frontière avec la Chine*

est irrégulière, difficile à défendre et ne correspond nullement aux conditions physico-géographiques. Les limites naturelles de la Russie sont les déserts de la Mongolie (Gobi). Ces mers mortes de sable peuvent être comparées aux océans qui séparent les hommes et les Etats. De même deux races, aussi différentes et aussi étrangères l'une à l'autre que les races jaune et blanche, doivent être séparées par un obstacle empêchant en fait une invasion de masses. »

« *Si nous n'y pensons pas maintenant et si nous permettons aux Chinois de mettre la main sur la Mongolie et la Mandchourie, ils construiront des routes dans les déserts, dans le voisinage immédiat de la frontière russe. Ils deviendront si forts dans les domaines politique et économique qu'ils commenceront à nous refouler, nous les Russes, vers l'Ouest, vers l'Oural.* »

« *Les régions voisines des frontières russo-chinoises en Asie Centrale et en Asie Orientale sont très abondantes en richesses naturelles et propres à la colonisation. Mais de notre côté de la frontière il y a bien des points faibles, par exemple près du lac Baïkal. Ici la Chine pourrait facilement pénétrer en Transbaïkalie et dans le gouvernement d'Irkoutsk et couper totalement toutes les communications entre la Russie, d'une part, et la Transbaïkalie et la région de l'Amour, de l'autre. La Chine, couperait non seulement la communication, mais aussi le transport de troupes, de munitions et d'approvisionnement de l'Ouest vers l'Est.* »

« *Un autre point vulnérable de notre ligne de communication unique se situe dans toute la région de l'Amour. La Chine pénètre en Russie entre la Transbaïkalie et la région de l'Oussouri et ici se trouve la menace permanente et principale pour l'Extrême-Orient russe* ».

« *Il n'y a qu'un moyen de donner de la sécurité à la Russie en Asie et ce moyen consiste dans la rectification de la frontière russo-chinoise. La limite naturelle de la Russie est une ligne droite allant de la baie de Gankevitch (mer du Japon) à Tchougoutchak (à l'est du lac Balkach)...* »

« *Il faut que la Russie trace cette ligne tout de suite, tant qu'on peut le faire par l'encre. Si l'on renvoie cette tâche à un terme lointain, il sera nécessaire, peut-être, de tracer une « ligne rouge ». A présent, il serait encore possible de le faire par des moyens pacifiques ; plus tard il deviendra, peut-être, inévitable d'avoir recours à la guerre.* » (*Dalnévostotchnové Obozrénié* — Revue d'Extrême-Orient, Saint-Petersbourg, 1910).

De nos jours, la Mandchourie est perdue pour les Russes. Seule, pareille à un vaste bouclier, la Mongolie reste debout entre les deux colosses du monde communiste. Fidèle satellite de l'U.R.S.S., membre, depuis 1961 de l'O.N.U. et aussi du C.O.M.E.C.O.N. (qui, en dehors d'elle, ne comporte que des pays communistes européens) elle n'a aucune possibilité de basculer du côté de la Chine.

On est conscient à Oulan Bator que c'est sur le théâtre d'opérations mongol que se sont déroulées invariablement les grandes entreprises militaires d'Asie Centrale de ce siècle.

Le 23 août 1939, c'est à Khalking Gol — pointe avancée mongole entre la Mandchourie et la Mongolie Intérieure — que le général (futur maréchal) Georges Joukov a infligé une défaite totale à la 6e armée japonaise. Le 10 août 1945, c'est en partant de la terre mongole du Sud-Gobi que les troupes soviétiques et mongoles se sont lancées en commun contre l'armée japonaise du Kwantoung et qu'elles ont poursuivi leur avance jusqu'à Port-Arthur.

Le théâtre d'opérations de l'Oussouri n'est qu'un théâtre périphérique.

Ce n'est qu'en débouchant de la Mongolie que le haut commandement russe est en mesure de réaliser son grand plan stratégique. C'est du secteur occidental mongol, conjointement avec le Turkestan russe, qu'on est en mesure de frapper les centres atomiques chinois du Sinkiang. Au sud de la Mongolie, c'est en partant du désert de Gobi, qu'une armée d'intervention soviéto-mongole est en mesure de pénétrer en Mongolie Intérieure et de poursuivre son avance jusqu'à Pékin. C'est de Halking-Gol — pointe orientale de la Mongolie, qui a révélé déjà son importance dans le passé — que la Mandchourie peut être attaquée et coupée en deux.

De ce fait, les prises de position du régime d'Oulan Bator, face au conflit sino-soviétique, sont d'une importance extrême. Ces prises de position deviennent particulièrement explicites à partir de 1964 — dernière année du gouvernement de Nikita Khrouchtchev.

Le 30 juillet de cette année, *l'Etoile Rouge* — organe du ministère de la défense de l'U.R.S.S. — publie sans cause apparente un article du colonel Tsend Ayouch, chef de la direction politique de l'armée mongole ; il est encore d'une actualité brûlante.

« *Notre armée est capable de remplir avec honneur toutes les missions que le peuple lui confie, déclare-t-il. Les troupes mongoles défendront les frontières sacrées du camp socialiste. Les frontières entre la Mongolie et la Chine marquent désormais les limites du camp socialiste, celles où l'on monte la garde sacrée* ».

« *Grâce à l'aide des instructeurs soviétiques, le niveau des troupes mongoles est passé, en quelques années, du stade de la cavalerie à celui de l'infanterie motorisée.* »

En conclusion, l'auteur met l'accent sur « l'étroite fraternité d'armes » qui unit l'armée mongole aux troupes soviétiques de la région militaire soviétique voisine de Transbaïkalie.

Cet état de fait provoque la signature de nouveaux contrats. Du 12 au 18 janvier 1966 les grands du Kremlin, Brejnev en tête, sont à Oulan Bator. Le but de cette venue est le renouvellement pour une durée de 20 ans du traité d'amitié et d'assistance mutuelle soviéto-mongol de 1946. L'article 5 de cet instrument diplomatique subit une profonde modification ; il concerne la défense militaire mutuelle. Cet article visait le Japon ; dans sa nouvelle rédaction de 1966 il est dirigé contre la Chine.

L'euphorie provoquée à Oulan Bator par la signature de ce nouveau traité permet de supputer l'importance de l'aide militaire fournie par l'U.R.S.S. à son alliée d'Asie Centrale. Ainsi, le 24 mars suivant, le quotidien *Nouvelles de Mongolie* (édité en langue russe à Oulan Bator) publie un article du général Lhagvassouren, ministre mongol de la Défense, où il est dit notamment : « *Grâce à l'aide de l'U.R.S.S. et des forces armées soviétiques, l'armée populaire mongole est devenue une armée fortement motorisée et hautement rénovée. Elle dispose des derniers perfectionnements et, notamment, des fusées les plus modernes* ».

A la suite de la signature du nouveau traité, le nombre des troupes russes stationnées en Mongolie commence à augmenter à une cadence rapide. Le 7 novembre 1967, à l'occasion de la célébration du 50e anniversaire de la révolution soviétique d'octobre, les troupes russes défilent pour la première fois, aux côtés des troupes mongoles, dans les rues d'Oulan Bator. Des chars et des fusées terre-air de fabrication soviétique figurent dans ce défilé. (*Nouvelles de Mongolie*, 11 novembre 1967).

Selon des sources est-européennes datant de cette époque, douze divisions soviétiques de première ligne et cinq divisions de réserve font face, le long de la frontière mongole, à cinquante divisions chinoises. Ce nombre a dû encore augmenter depuis, le commandement soviétique ayant procédé, fin 1968 et début 1969, à des transferts de troupes du « front occidental » sur le « front asiatique ».

Un climat de guerre froide commence peu à peu à régner à Oulan Bator. Après l'explosion en juin 1967 de la bombe H chinoise, un système de défense anti-missiles est établi autour de la capitale mongole, sur le même modèle que celui qui entoure Moscou.

Les voies de communication entre l'U.R.S.S. et la Mongolie (utiles en temps de paix, mais primordiales en cas de guerre) sont multipliées. Le 30 mai 1967, c'est la mise en service de la nouvelle ligne ferroviaire reliant Moscou avec le nouveau centre industriel — Tchoïbalsan — situé dans la partie orientale du territoire mongol, à proximité de la Mandchourie. Cette nouvelle voie ferrée rejoint le Transibérien à la station soviétique Borzaya.

Dans ce domaine des voies de communications une place à part incombe au « Transmongolien ». Cette voie ferrée date de l'époque des rapports euphoriques entre Mao Tsétoung et Khrouchtchev.

C'est en vertu d'un traité conclu fin octobre 1954 par ces deux dirigeants que la ligne ferroviaire Irkoutsk - Naouchki - Oulan Bator (édifiée sous Tchoïbalsan) a été prolongée jusqu'à Pékin, traversant ainsi la Mongolie de part en part. Du fait de la construction de ce « Transmongolien », le trajet Moscou-Pékin (qui s'effectuait jusqu'alors seulement par le Transibérien et ensuite par la Mandchourie) a été raccourci de près de 1.000 kilomètres. Mais la nouvelle voie ferrée emprunte l'itinéraire des vieilles invasions. Elle n'a pas porté chance aux Russes. C'est là, à la gare frontalière soviéto-mongole de Naouchki, que les étudiants chinois se rendant à Moscou se sont livré en 1965 à des excès qui ont dégénéré en un combat de 24 heures avec les miliciens soviétiques... Depuis 1967 le trafic sur cette voie ferrée est pratiquement interrompu et les livraisons d'armement soviétique au Nord-Vietnam empruntent le vieil itinéraire : le Transibérien et puis la Chine du nord-est (Mandchourie). Les rares trains qui circulent sur le « Transmongolien » sont de la part des Chinois l'objet de chicaneries particulières. Ainsi en février 1969 le gouvernement d'Oulan Bator adressait-il une nouvelle note de protestation à celui de Pékin au sujet d'un train de marchandises destinées au Vietnam qui, sur le territoire chinois, avait subi un retard de douze jours.

La Mongolie est donc devenue, peu à peu, une zone de guerre froide susceptible de devenir, d'un jour à l'autre, une zone de guerre chaude. Ce fait n'a cessé d'augmenter l'importance de ce pays sur la carte asiatique. Le régime de Tsedenbal met d'ailleurs tout en œuvre pour être reconnu par le plus grand nombre possible de pays ; c'est là, à ses yeux, une façon de démontrer que la Mongolie est un Etat souverain et non un fantoche manipulé par l'U.R.S.S.

Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales

86, boulevard Haussmann — PARIS-8e

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1er juillet 1901, l'Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinzaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 65 F. pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 95 F. pour un an ou à 125 F. si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-96 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

Le plus grand obstacle que la Mongolie rencontre sur le plan diplomatique ne provient ni de Pékin ni de Moscou mais du gouvernement nationaliste chinois de Taïpeh. Depuis le 26 février 1953 — date de dénonciation de son traité d'amitié avec l'U.R.S.S. — le régime du maréchal Tchang Kaï-chek ne cesse d'affirmer que — « *la Mongolie — actuellement marionnette de l'U.R.S.S. — est une partie de la Chine* ».

Il n'empêche qu'en 1968, la Mongolie entretenait des relations diplomatiques déjà avec 45 pays, dont plusieurs puissances de première importance.

Les choses ne se sont pas révélées simples, il est vrai, en ce qui concerne Washington. Depuis 1961 — époque de l'admission de la Mongolie à l'O.N.U. — la Maison Blanche a voulu y accréditer un représentant. La question s'est de nouveau posée en 1965-1966. Entre temps le régime de Tsedenbal a marqué des points ; il a été admis au conseil économique de l'O.N.U pour les problèmes de l'Asie et de l'Extrême-Orient, à l'U.N.E.S.C.O., au comité international des jeux olympiques, à l'organisation mondiale de la météorologie, à l'association postale internationale.

Mais l'intention de la Maison Blanche se heurte à une opposition formelle du gouvernement de Formose. Ne voulant pas contrarier son plus sûr allié asiatique, le gouvernement américain se résigne à remettre cette affaire aux calendes grecques.

Il en va tout autrement de la Grande-Bretagne qui a reconnu de longue date le régime de Mao Tsé-toung et qui ne nourrit envers celui de Formose que des sentiments empreints de fraîcheur. Bientôt après l'entrée de la Mongolie à l'O.N.U. la Grande-Bretagne a envoyé un ambassadeur à Oulan Bator et les Anglais se sont bien implantés dans cette capitale. Une société « *Grande-Bretagne - Mongolie* » a été créée en 1964 à Londres. Le 14 octobre 1966 une société « *Mongolie - Grande Bretagne* » a été fondée, à son tour, à Oulan Bator. Un fin lettré — le professeur Sodnom — en est le président.

Le 27 avril 1965, la France a reconnu la Mongolie à son tour. Le 24 juin 1966, M. Georges Perruche — premier ambassadeur de France en terre mongole — a rejoint son poste. Le 31 janvier 1968, c'est la signature à Paris d'un accord culturel franco-mongol pour une durée de 5 ans.

Le problème des relations entre Oulan Bator et Tokyo revêt une importance toute particulière. Un rapprochement entre ces deux capitales est de nature à modifier la situation politique en Asie.

Dès octobre 1961, le cabinet nippon a commencé des travaux d'approche : il a allégué, comme point de départ, que le Japon a déjà reconnu « *de facto* » le gouvernement de Tsedenbal, étant donné qu'il a voté en faveur de son admission à l'O.N.U. On trouve plus tard le même argument dans une déclaration de M. Takao Miki, ministre des Affaires étrangères japonais, en date du 4 mai 1967.

Dès le début, l'ébauche d'un rapprochement mogolo-japonais soulève des protestations. L'U.R.S.S. est réticente. Mao Tsé-toung fait entendre par sa presse qu'un tel rapprochement constituerait un nouveau pas dans l'encerclement de la Chine par les impérialistes et les revisionnistes. Les Mongols eux-mêmes posent aux Japonais plusieurs conditions susceptibles d'enliser les pourparlers à la manière asiatique. Ils exigent que le Japon leur verse la somme de 80,5 millions de dollars à titre de dédommagement aux familles des 2.039 officiers et soldats tombés au champ d'honneur en 1939 à Halking Gol. Ils veulent aussi qu'avant l'établissement de relations diplomatiques, un traité de paix soit signé entre les deux pays, étant donné que, le 10 août 1945, la Mongolie à la suite de l'U.R.S.S., avait déclaré la guerre au Japon — une guerre de dix jours... A ces demandes le cabinet de Tokyo fait la sourde oreille.

En février 1968, les négociations mongolo-japonaises reprennent à Moscou qui prend cette affaire sous sa coupe. Car la situation n'est plus la même qu'en 1961 ; dans son conflit avec Pékin un rapprochement mongolo-japonais peut être pour le Politbureau soviétique un atout précieux. Les rôles sont donc changés : c'est Oulan Bator qui fait figure de solliciteur.

Le 19 mars 1968, c'est la signature à Tokyo du traité commercial mongolo-japonais, le premier dans l'histoire. A cette occasion, M. Adilbich, chef de la délégation mongole venue à Tokyo, déclare au cours d'une conférence de presse, qu'à la suite de ce contrat, Tokyo et Oulan Bator procéderont prochainement à un échange d'ambassadeurs. Un porte-parole du ministère des Affaires étrangères japonais se prononce dans le même sens, mais il laisse entendre clairement que son gouvernement ne manifestera aucune hâte pour mener cette affaire à bonne fin...

C'est dans les pays africains et asiatiques du tiers monde que l'U.R.S.S. souhaite le plus de voir la diplomatie mongole gagner des points.

En Afrique noire, où les représentants mongols sont en mesure de seconder utilement ceux de l'U.R.S.S. et de les aider à contrer les Chinois, la Mongolie a réussi à établir des relations diplomatiques avec une dizaine de pays, dont l'Ethiopie et le Congo ex-belge.

Oulan Bator est également présent dans les capitales arabes qui ont associé leur politique à celle de Moscou, telles que le Caire et Damas.

La situation diplomatique mongole est surtout forte en Asie, où elle est reconnue par douze Etats. En dehors de Formose, elle demeure ignorée par les alliés des Etats-Unis qui luttent à leurs côtés au Vietnam, le Sud-Vietnam, la Corée du sud, la Thaïlande et les Philippines. Lorsque l'heure de la fin des hostilités au Vietnam aura sonné, il est permis de penser que la situation diplomatique de la Mongolie se consolidera encore plus sur le continent asiatique.

ARCADY STOLYPINE.

Le Laos : une guerre oubliée

« *La guerre du Vietnam s'est également étendue au Laos, et cela depuis plus de vingt ans. Elle s'amplifie tous les jours en raison de l'ambition du gouvernement de Hanoï de voir un jour le Royaume lao devenir un satellite du Nord-Vietnam et servir éventuellement de base pour d'autres conquêtes* », a écrit, le prince Souvanna Phouma dans la préface du dernier « Livre Blanc » publié par le gouvernement royal du Laos (1).

La satellisation du Laos fait en effet partie du plan de communisation du Sud-Est asiatique préparé de longue date par Ho Chi Minh qu'il résuma en une phrase, vers les années 50 : « Porter la révolution sur le Mékong ». Fidèle à la tactique communiste, le gouvernement de Hanoï n'utilise que deux méthodes pour parvenir au succès du plan Ho Chi Minh : la subversion ou la force.

Après l'échec de la première, les communistes eurent recours ces dernières années à la seconde.

LA SATELLISATION PAR LA FORCE

« *Aujourd'hui, il y a au moins quatre divisions de soldats nord-vietnamiens opérant aux côtés du Neo Lao Haksat. La piste Ho Chi Minh est devenue la Route Ho Chi Minh. Jour et nuit, des troupes, des convois du Nord-Vietnam l'empruntent pour aller au Sud-Vietnam* » (1), ajoutait le Premier ministre lao.

A ses débuts, cette voie de pénétration partant de la R.D.V. se composait de pistes, de tronçons de routes obligeant les unités de l'A.P.V.N. à abandonner leurs camions à la frontière lao pour terminer à pied, de relai en relai, leur marche vers le Sud-Vietnam. Serpentant le long de la Plaine des Jarres, puis suivant le versant lao de la chaîne annamitique, cette piste qui a de nombreuses bretelles, aboutit dans la région de Téhépone, en face de Quang Tri au Sud-Vietnam et d'Attopeu d'où, par trois pistes de jungle montagneuse, elle arrive non loin de Kontum dans les Hauts-Plateaux du Sud-Vietnam. Devenue « Route Ho Chi Minh », elle représente aujourd'hui près de 1.500 kilomètres dont plus de 500 d'un seul tenant (2).

La principale mission des forces du Pathet Lao, baptisées « *Armée Populaire de Libération du Laos* » (A.P.L.L.), est de servir de couverture aux convois roulant de nuit sur cette route. Leur nombre a augmenté fortement les 29, 30 et 31 octobre 1968, à la veille de l'arrêt total des bombardements américains sur la R.D.V. Les convois de ces jours-là, forts parfois d'une trentaine de camions, transportaient sans aucun doute du matériel lourd, car, quelques mois après, des chars de fabrication soviétique firent leur apparition au Sud-Vietnam.

Depuis plus de deux ans, l'activité militaire communiste au Laos n'a pas cessé de s'intensifier, allant des embuscades aux attaques de positions gouvernementales.

Au cours de la saison sèche 1967-68, c'est-à-dire de novembre à mai, les troupes nord-vietnamiennes et A.P.L.L., les « *Lao-Viets* » comme on les appelle, enlevèrent huit positions gouvernementales dont celle de Nam Bac (13 janvier 1968) où l'A.P.V.N. à elle seule engagea trois régiments : les 335, 174 et 148 de la division 316, plus le 4e bataillon autonome de cette même division. L'A.P.L.L. apporta le concours plus modeste d'un seul bataillon, le 409 (1).

Le même jour, quatre avions de fabrication soviétique, des « Antinov 2 », pilotés par des Nord-Vietnamiens de l'Armée de l'Air de la R.D.V. attaquèrent à la bombe la petite localité de Pha Thi, dans le Nord-Est du pays. Deux de ces appareils furent abattus par la D.C.A. royale et tombèrent dans la région de Muong Yut à 2 km. de Sam Neua (1). L'un de ces avions, immatriculé sous le numéro 665, appartenait à l'unité nord-vietnamienne C 6 et selon sa carte de plan de vol retrouvée dans les décombres de la carlingue avait décollé d'un terrain situé dans le nord de la R.D.V.

Dans le sud, la ville d'Attopeu fut attaquée le 23 février 1968. La résistance des forces royales empêcha les communistes de s'en emparer, mais ils finirent par l'encercler. Neuf mois plus tard, le prince Boun Om, ministre des Cultes, revenant d'une inspection dans le sud déclara : « *La ville d'Attopeu est complètement encerclée par les troupes nord-vietnamiennes. Elle est complètement isolée du reste du pays. Son ravitaillement s'effectue uniquement par parachutages* ». D'autre part, l'axe routier reliant cette ville à Paksé, chef-lieu de la province du même nom, « *est entièrement contrôlé par les Nord-Vietnamiens qui sont environ 800* », ajouta le ministre. Ce n'est qu'un an plus tard, en février 1969, qu'un avion des Forces royales parvint à se poser à Attopeu pour y apporter deux tonnes de vivres aux habitants et aux mille réfugiés parqués dans la ville encerclée. Pour les communistes, la prise d'Attopeu reste un objectif essentiel, car cette ville du Sud-Laos commande presque toute la stratégie et la logistique de l'A.P.V.N. et du F.N.L.S.V. en direction des Hauts-Plateaux du Sud-Vietnam.

Dans le Centre-Laos, Muong Phalane fut attaqué et pris le 25 février 1968, mais repris par les Forces royales trois mois plus tard. Des combats, également sévères, se déroulèrent dans les régions de Savannakhet et de Thakkek pendant trois jours, les 1er, 8 et 13 mars 1968.

(1) « *Livre Blanc sur les violations des Accords de Genève de 1962 par le gouvernement du Nord-Vietnam* » — 1968 — Ministère des Affaires Etrangères du Laos - Vientiane.
(2) *Est et Ouest*, n° 357.

Dans les mois suivants et jusqu'à ces dernières semaines, la pression communiste s'exerça plus principalement en deux endroits du Laos : au nord dans la 2e Région Militaire et au sud, dans la 4e Région Militaire et plus précisément dans le secteur Attopeu-Saravane. L'occupation de ce secteur vise un double objectif : garantir les dernières bretelles de la Route Ho Chi Minh débouchant au Sud-Vietnam et chercher à s'emparer du Plateau des Boloven et de la région des « Trois Frontières », ce « bec de canard » entre le Laos, le Cambodge et le Sud-Vietnam, afin d'y installer une base logistique importante en même temps qu'un centre d'accueil.

A ces opérations militaires classiques, les communistes ont ajouté non seulement des actes de terrorisme isolés, mais aussi des attaques ou des coups de main spectaculaires recherchant davantage l'effet psychologique que l'effet tactique pour démontrer leur présence.

LES INCIDENTS DE VIENTIANE ET SES SUITES

Ce fut le cas, par exemple, d'un raid effectué par un commando « Lao-Viet » au début de l'année contre un dépôt de munitions près de Vientiane.

Dans la nuit du 14 au 15 janvier dernier, les habitants de la capitale lao furent réveillés par une série d'explosions qui se prolongèrent pendant presque toute la journée du 15. Un commando « lao-viet » de l'effectif d'une compagnie avait fait sauter un dépôt de munitions d'une contenance de 1.000 tonnes et situé à 21 km. de Vientiane sur la route de Paksane.

L'attaque fut précédée pendant une trentaine de minutes par des tirs de mortiers et de bazookas, puis le commando se lança à l'assaut du camp entourant le dépôt. Finalement, les défenseurs repoussèrent les communistes, mais perdirent une quinzaine d'hommes : quatre tués et une douzaine de blessés. Il ne fut pas possible de dénombrer les pertes chez les assaillants. Il est vraisemblable que, fidèles à leur tactique, ils emmenèrent avec eux leurs morts et leurs blessés. Cependant ils laissèrent sur le terrain quelques armes et effets militaires dont dix casquettes, cinq portant l'insigne du Pathet Lao et cinq autres l'étoile rouge de l'A.P.V.N.

Avec une rapidité inhabituelle, la radio du Pathet Lao installée à Sam Neua, soit à plus de 300 km. au nord-est de Vientiane, s'empressa dès le 16 de revendiquer ce raid. En général, cette radio ne mentionne les opérations militaires qu'avec huit ou même quinze jours de retard.

Dans son émission du 16, la radio du Pathet Lao affirma que ce furent « les forces patriotiques et la population de Vientiane » qui endommagèrent « le grand dépôt américano-fantoche ». Le style de la radio de San Neua s'est aligné sur celui de « Radio Giai Phong » (« Radio Libération ») du F.N.L.S.V.

Les assertions de la radio du Pathet Lao concernant la participation de la population de Vientiane à ce raid prêtent à sourire. Pour ceux qui connaissent le Laos et ses habitudes, il est invraisemblable que la population de la capitale ait pu participer à ce raid pour des raisons très simples : d'abord ce dépôt de munitions se trouve dans un vaste quadrilatère cerné par la forêt et loin de toute agglomération ; ensuite l'attaque fut lancée à minuit un quart (heure de Vientiane) à un moment où les citadins n'ont nulle envie d'aller se promener sur une route peu attrayante et qui, au cours des mois précédents, avait déjà vu quelques embuscades. Bien que la saison soit celle des « *bouns* » (fêtes de pagodes et autres), à cette époque de l'année se célèbre surtout le « *Boun Khoun Khao* » ou « Fête de la Moisson » qui se déroule en pleins champs. On ne peut donc pas l'imaginer dans une forêt.

Devant l'éventualité de manifestations de la population de Vientiane contre les représentants du Neo Lao Haksat qui sont restés dans la capitale lao afin d'assurer la liaison avec leurs dirigeants et, en même temps, de maintenir la fiction du tripartisme, le gouvernement royal demanda le 16 à la Commission Internationale de Contrôle (C.I.C.) d'exiger le départ de Soth Pethrasi, représentant officiel du Neo Lao Haksat, et de tous les membres de ce « front » communiste. Ceci représente en tout 120 personnes dont une compagnie armée Pathet Lao de 110 hommes.

Soth Pethrasi profita de l'incident pour faire des déclarations menaçantes. Si l'on voulait le contraindre à quitter Vientiane, dit-il, il serait sans doute obligé de partir, mais si les soldats gouvernementaux se livraient à des provocations armées, il riposterait avec la compagnie légère de 110 hommes placée sous ses ordres.

Cette menace d'éviction n'était pas la première. Déjà en mars 1968, une démarche analogue avait été faite auprès de la C.I.C. qui n'y avait donné aucune suite. La C.I.C. s'était alors déclarée incompétente pour trancher le différend entre le gouvernement et les membres d'une organisation politique officiellement reconnue depuis 1957 et qui, au nom des Accords de Zurich (juin 1961), de Genève (janvier 1962) et de la Plaine des Jarres (juin 1962) a des représentants dans le cabinet « triparti d'union nationale » mentionné dans les Accords de Genève de juillet 1962 et signé par les quatorze pays ayant participé à cette conférence internationale (3). D'autre part, la délégation du Neo Lao Haksat à Vientiane reste le seul lien entre le gouvernement et ses ministres communistes passés en dissidence en 1963, mais toujours titulaires de leurs portefeuilles (4).

(3) Les 14 pays participant étaient la Grande-Bretagne, l'U.R.S.S., les U.S.A., la République populaire de Chine, la France, la R.D.V., la République du Vietnam, le Royaume du Cambodge, le Royaume de Thaïlande, l'Union Birmane, la République populaire de Pologne, le Canada, l'Inde et le Royaume du Laos.

(4) Prince Souphanouvong : vice-président du Conseil, Ministre de l'Economie et du Plan ; Phoumi

Les manifestations de masse redoutées n'eurent finalement pas lieu et la délégation du Neo Lao Haksat resta à Vientiane. Il y eut cependant quelques incidents au cours des jours suivants que Soth Pethrasi tenta de grossir. Un sergent neutraliste fut blessé de coups de feu et un agent des services de sécurité à coups de couteau tandis qu'une grenade fut lancée dans le jardin de la villa de Soth Pethrasi. Pour lui, il ne pouvait s'agir que d'actes de provocation, mais il évita de parler des soirées de cinéma de propagande données en plein air afin que les passants puissent en profiter, ni des tracts qu'il fit distribuer en lendemain même du raid. Les deux villas de la délégation du Neo Lao Haksat furent finalement protégées par un cordon de troupes, qui empêchèrent les attroupements.

Néanmoins l'atmosphère resta tendue aussi bien à Vientiane que dans d'autres villes. A la guerre tout court s'ajoute une guerre de propagande télécommandée par Hanoï.

Lors de la publication du « Livre Blanc », le gouvernement royal le fit envoyer à toutes les missions diplomatiques représentées à Vientiane. Deux ambassades le retournèrent : celles de Pékin et de Hanoï. Cette dernière fit savoir qu'elle ne l'avait même pas ouvert. Cependant la R.D.V. protesta peu après, affirmant que ce document « *consiste en histoires fabriquées sur de prétendues preuves d'agression et de violations des Accords de Genève de 1962 sur le Laos par le gouvernement nord-vietnamien* » (5). Hanoï profita de l'occasion pour s'en prendre, une fois de plus, au gouvernement royal lao en déclarant : « *En ce qui concerne l'actuel gouvernement de Vientiane dirigé par Phouma, ce n'est rien d'autre qu'un instrument U.S. revêtu d'un faux manteau de coalition, de paix et de neutralité, et qui vise à tromper l'opinion publique à l'intérieur du Laos et à l'étranger* » (5).

Depuis, toute occasion fut bonne pour la propagande de Hanoï de mettre en cause le gouvernement du prince Souvanna Phouma. Le moindre incident impliquant des Vietnamiens au Laos fut prétexte à des communiqués de la part de Hanoï, comme si tous les Vietnamiens vivant au Laos étaient tous ressortissants de la R.D.V.

Dans la seconde quinzaine de mars 1969, quelques dizaines de Nord-Vietnamiens furent arrêtés au Laos, car il s'avéra, après un contrôle d'identité, qu'ils étaient en situation irrégulière au regard des règlements de l'immigration. De nombreux Nord-Vietnamiens, parfois originaires du Laos, quittèrent leur pays natal pour aller s'expatrier en Thaïlande et, traversant le Mékong, revinrent au Laos sans se soucier de faire régulariser leur situation. Hanoï aussitôt chercha à placer cette question purement administrative sur le plan politique.

Aux insultes habituelles des communistes traitant leurs adversaires de « fantoches » ou de « laquais de l'impérialisme » que l'on retrouve dans toutes les déclarations de la R.D.V. à l'encontre des membres du gouvernement royal, Hanoï en arriva à l'avertissement menaçant de mars 1969 :

« *Si les autorités de Vientiane continuent leur politique consistant à s'accrocher aux basques des impérialistes américains et à commettre des actes de provocation contre le peuple vietnamien et des crimes contre les ressortissants vietnamiens, elles endosseront alors l'entière responsabilité de toutes les conséquences découlant de leur attitude et rencontreront à coup sûr l'opposition du peuple du Laos* » (6).

L'organe du P.C. nord-vietnamien *Nhan Dan* surenchérit encore sur son gouvernement en consacrant le même jour un commentaire à cet avertissement officiel. Qualifiant ces incidents administratifs d' « actes ignobles », de « crimes », *Nhan Dan* assura que les accusations d'intervention de la R.D.V. au Laos sont des « *campagnes de calomnies* » qui « *visent indubitablement à donner le change à l'opinion et à cacher l'intensification des activités, de l'intervention et de l'agression des Américains et de leurs opérations sur le sol laotien, ainsi que les bombardements des zones libérées. Les autorités de Vientiane sabotent l'amitié entre les peuples voisins et frères et se révèlent comme les valets des Américains agresseurs et ennemis communs des peuples du Vietnam et du Laos* » (7).

LE ROLE MILITAIRE DE HANOI AU LAOS

L'intervention militaire de la R.D.V. au Laos fut officiellement dénoncée il y a dix ans lorsque le Conseil de Sécurité des Nations Unies fut saisi de la plainte du Laos. Le Conseil désigna un sous-comité qu'il chargea d'aller enquêter sur place en septembre 1959 et de lui soumettre un rapport.

Ce document, malgré sa prudence diplomatique, renfermait un nombre impressionnant de documents et de témoignages prouvant non seulement la présence d'éléments de l'A.P.V.N. sur le territoire lao, mais aussi la participation directe du gouvernement de Hanoï à l'agression commise contre le Laos.

Parmi ces documents figurait un mémorandum du gouvernement royal lao. Malgré sa bonne volonté, ce gouvernement n'avait pu coexister pacifiquement avec son voisin nord-vietnamien et « *l'étude des faits portant sur trois années de coexistence avec la R.D.V. montre que la R.D.V. n'a cessé de violer les principes de coexistence et de non-immixtion dans les affaires du Laos qu'elle avait solennellement et à plusieurs reprises promis de suivre* » (8).

« *Plus encore* », conclut ce mémorandum, « *la R.D.V. n'a cessé, soit indirectement par*

Vongvichit, ministre de l'Information, de la Propagande et du Tourisme ; Khamphouane Khamphoue, secrétaire d'Etat à l'Economie et au Plan ; prince Souk Vongsak, secrétaire d'Etat aux Travaux publics et aux Transports.

(5) Radio-Hanoï, 10-8-68.

(6) Déclaration du porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la R.D.V. publiée à Hanoï le 23-3-69.

(7) « *Nhan Dan* », 26-3-69.

(8) *Est et Ouest*, n° 254.

l'intermédiaire du Neo Lao Haksat, soit directement, d'encourager une rébellion contre le gouvernement royal, de l'aider et de la diriger. La puissance que représente vis-à-vis du Laos la R.D.V. appuyée par la Chine populaire est telle que le gouvernement royal ne peut penser à la contrecarrer par ses seules forces » (8).

Cette volonté d'utiliser le Laos, traditionnelle « route de l'invasion », afin de « porter la révolution sur le Mékong » inspira à la R.D.V. au lendemain des Accords de Genève de 1962 le plan « *Song Lam* » visant à faire passer des unités régulières de l'A.P.V.N. au Sud-Vietnam à travers le Laos. Dans ce plan, élaboré à Hanoï et mis en application au Q.G. de la 4e Région Militaire de la R.D.V. à Vinh, les forces communistes lao épaulées par de petites unités nord-vietnamiennes furent chargées d'assurer la protection et l'acheminement des unités régulières (2).

Le plan « *Song Lam* » minutieusement établi dès 1963 comportait une étude détaillée de la communisation du Laos. « *Le gouvernement de la R.D.V. a pour but de continuer à combattre au Laos, en vue d'aider les unités du Pathet Lao, jusqu'au moment où le Laos sera devenu un pays communiste comme le Nord-Vietnam et la Chine communiste* », déclara formellement un officier de l'A.P.V.N., le capitaine de 2e classe Mai Dai Hap (1).

Cet officier, né en 1930 dans la province nord-vietnamienne de Thanh Hoa fut admis comme membre du parti *Lao Dong* en 1952. Il s'engagea dans l'A.P.V.N. en 1950 et devint finalement commandant de la 92e Compagnie du Bataillon 418 du Régiment 57 appartenant à la Division 304. Envoyé au Laos en 1964 dans le secteur du Muong Sing d'où il se rallia aux troupes royales.

Le capitaine Mai Dai Hap précisa dans ses déclarations que pour parvenir à la communisation par la force de tout le Vietnam et du Laos, la R.D.V. a créé trois zones de combats de longue durée (« *Chiên Truong* »), l'une au Nord, la seconde au Sud-Vietnam et la troisième, la « Chiên Truong C » au Laos. « *La Chiên Trung C avait un organisme de commandement appelé* Doan 959 *qui coiffait les affaires politiques et militaires pour tout le Laos jusqu'en 1964* » (1).

Ce « Doan » ou Groupement Opérationnel subit quelques modifications l'année suivante. Tout en conservant la direction des affaires politiques pour tout le Laos, le « Doan 959 », installé à Hanoï auprès du Haut-Commandement des forces de l'A.P.V.N., abandonna la direction militaire à d'autres organismes nord-vietnamiens. Le Haut-Laos avec les provinces de Houa-Khong (Nam Than), Phong Saly, Sam Neua et Xien Khouang auxquelles les communistes ajoutèrent deux districts de la province de Luang Prabang : Nam Bac et Muong Sai qu'ils transformèrent en provinces, fut confié au commandement du « *Quam Khu Tay Bac* » installé à Sonla en R.D.V. Les provinces du Moyen et du Bas-Laos furent placées sous les ordres du commandement de la 4e Région Militaire de la R.D.V. à Vinh.

Malgré les précisions apportées par le capitaine Mai Dai Hap, Hanoï persista — et persiste toujours — à nier la présence de ses troupes au Laos. Jouant sur les mots, la R.D.V. a camouflé ses unités régulières envoyées au Laos sous le vocable de « *troupes volontaires vietnamiennes* » auxquelles cependant le Premier ministre nord-vietnamien Pham Van Dong a accordé sa « *reconnaissance... clandestine* ».

Un autre membre du parti Lao Dong qui, de 1964 à 1967, fit partie des Jeunesses communistes nord-vietnamiennes, le reconnut explicitement au cours de son interrogatoire lorsque, blessé au cours d'une mission de sabotage à Tha Tèng, il fut fait prisonnier. Né en 1948 à Hanoï,le caporal Nguyen Van Bay avait été membre d'un commando spécial « *Dac Cong* « (3e Section de la 4e Compagnie du 3e Bataillon de commando du Régiment 47 de l'A.P.V.N.).

Les membres d'un « *Dac Cong* » sortent tous d'un des trois centres d'instruction des commandos de sabotage installés en R.D.V., soit à Thanh Xuân, sur la route de Hanoï à Ha Dong, soit à Nam Dinh soit à Hà Bac. Le caporal Nguyen Van Bay effectua à Thanh Xuân un stage de formation accélérée d'un an (les stages normaux sont de trois ans) pendant lequel il put voir des experts soviétiques et chinois.

Une semaine avant la fin des cours, déclara-t-il, vers le 10 avril 1967, Ho Chi Minh, Pham Van Dong et le général Vo Nguyen Giap vinrent en personne à Thanh Xuân apporter leurs encouragements officiels aux stagiaires.

Selon le caporal Nguyen Van Bay, le président de la R.D.V. prononça, une courte allocution déclarant aux futurs saboteurs : « *Notre parti, notre gouvernement et notre peuple comptent beaucoup sur vous comme les Etats-Unis comptent sur l'efficacité de leurs bombardiers B 52* » (1).

Le Premier ministre Pham Vang Dong se borna à dire à ces membres des « troupes volontaires vietnamiennes : « *Nous vous reconnaissons à partir de ce jour, mais cette reconnaissance est clandestine* » (1).

Quant au vice-Premier ministre et ministre de la Défense et commandant-en-chef, le général Vo Nguyen Giap, il ne cacha pas sa pensée : « *Ne soyez pas découragés devant les opérations du Laos, car les deux opérations au Sud-Vietnam et au Laos sont les mêmes. Si nous gagnons la guerre au Sud-Vietnam, il faut que nous la gagnons aussi au Laos car, sinon, à l'avenir il y aura des actions sérieuses lancées contre nous en provenance du Laos* » (1).

Enfin, à la veille de leur départ pour le Laos, les stagiaires de Thanh Xuân reçurent la visite d'un commissaire politique de haut-rang, le général de brigade Pham Ngoc Mâu, sous-directeur de la Direction générale des affaires politiques du C.C. du parti *Lao Dong*.

LA COLONISATION

Tout en menant une offensive dans le centre et le sud du Laos, les dirigeants de la R.D.V. ont commencé à coloniser les parties du Laos occupées par les communistes et qualifiées de « zones libérées ».

La province de Sam Neua en est l'exemple récent le plus frappant. Déclarée « zone de regroupement provisoire » des unités viet-minh et Pathet Lao par la Conférence de Genève sur l'Indochine de 1954, cette province est devenue une province Pathet Lao et le prince Souphanouvong s'y est installé depuis 1963, tout en conservant un P.C. à Khang Khay. Le président du C.C. du Neo Lao Haksat avait promis, dans les Accords de Vientiane de 1957, de restituer cette province ainsi que celle de Phong Saly au gouvernement royal, mais les deux provinces sont restées deux fiefs communistes.

A l'heure actuelle, dans celle de Sam Neua, les 40.000 membres des minorités ethniques ont été chassés pour être remplacés par d'autres membres de la même ethnie, mais d'origine nord-vietnamienne, vivant en R.D.V. et parfaitement endoctrinés. Cette opération de déplacement de populations fut menée à bien par des soldats de l'A.P.V.N. Il fallut une dizaine de bataillons pour y parvenir.

La province de Phong Saly, à la frontière du Yunnan, fut dès le début l'objet de la convoitise de Pékin. En 1961, sous prétexte d'aide de la Chine au Laos neutraliste d'alors, une route fut construite par les Chinois pour relier le Yunnan à la ville de Phong Saly, chef-lieu de la province de ce nom. Aujourd'hui, dans cette « zone libérée », de 3 à 5.000 coolies chinois s'y implantèrent pour construire dans cette province une nouvelle route stratégique reliant la Chine du Sud à la « Route 19 » partant de Dien Bien Phu. Une troisième route fut commencée par plus de 2.000 coolies chinois pour relier le Yunnan au nord de la province de Houa Khong dans le nord-ouest du Laos à la frontière de la Birmanie et de la Thaïlande. Cette route actuellement terminée traverse la frontière sino-lao à Ban Botene et pénètre au Laos sur plus de 55 km., s'arrêtant à près de 5 km. de Muong Saï d'où elle garde les approches de la vallée de la Nam Bac, ouvrant ainsi les routes vers la frontière thaï.

Trois raisons expliquent la construction de cette nouvelle route : d'abord le désir pour Pékin de développer les contacts sino-Pathet Lao au détriment de Hanoï ; ensuite la volonté de créer une zone tampon d'influence chinoise au Nord-Laos en cas de règlement de la guerre au Vietnam ; enfin la volonté d'avoir une voie d'accès sûre vers la Thaïlande pour mieux y soutenir les guérilleros communistes pro-chinois dans les régions du nord-est de ce pays (9).

Dans le contexte actuel et dans le cadre de cette étude, les deux premières raisons sont à retenir. Pékin, redoutant un règlement politique du problème vietnamien grâce aux bons offices de Moscou, entend conserver à tout prix une emprise sur le Pathet Lao où, depuis plusieurs mois, se manifeste une véritable scission entre communistes lao. Certains d'entre eux sont restés fidèles à la ligne orthodoxe soviétique tandis que d'autres, et non des moindres, se sont alignés sur Pékin.

Jusqu'à présent, le « Front communiste lao, le Neo Lao Haksat, dirigé par le P.C. clandestin du « *Pasachone Lao* » (« Parti du peuple lao ») semblait rester dans la ligne soviétique. Le président du C.C. du Neo Lao Haksat le prince Souphanouvong, le secrétaire-général Phoumi Vongvichit restaient fidèles au P.C.U.S. Le président du C.C. du « Pasachone Lao », Nouhak Phoumvasanh et son secrétaire-général Kaysone Phomvihan, semblaient suivre. Kaysone, un métis lao-vietnamien, a été membre du C.C. du P.C.I. et il appartint au *Lao Dong* — on ignore s'il y figure encore —. Il est responsable de toutes les questions militaire au Laos en liaison avec le haut-commandement nord-vietnamien. Phoumi Vongvichit et Nouhak se sont partagé les problèmes politiques. Or il a été prouvé par l'écoute d'émissions des forces Pathet Lao dans le Sud-Laos que ces troupes communistes étaient devenues pro-chinoises à la suite de l'adhésion de Nouhak et de Kaysone aux doctrines de Mao Tsé-toung.

Depuis toujours, Nouhak surveillait Phoumi Vongvichit (10), resté fidèle à Moscou. Quant au prince Souphanouvong il n'a jamais caché ses sympathies pour l'Union soviétique ; il a séjourné à plusieurs reprises à Moscou, parle russe, mais mal chinois, et il a envoyé plusieurs de ses fils achever leurs études en U.R.S.S.

Actuellement, le chef du Neo Lao Haksat a installé son Q.G. (dans une grotte en raison des bombardements) dans la région de Sam Neua. Il a à ses côtés une jeune femme connue pour appartenir à la tendance pro-chinoise qui régente tout, surveille tout et tous : la fille de Quinin Pholsena. Son père avait eu une carrière politique mouvementée, qui se termina tragiquement le 1er avril 1963 lorsque, ministre des Affaires étrangères du gouvernement tripartite, il fut assassiné à Vientiane. Sa mort provoqua le départ précipité des membres du Neo Lao Haksat vers Sam Neua. Aux élections complémentaires de 1958, Quinin Pholsena prit la direction du parti socialiste « *Santiphab* » qui, s'alliant au Neo Lao Haksat, partagea avec les communistes la majorité des sièges à pourvoir. Devenu « neutraliste », il fut chef de la délégation de cette tendance à la conférence de Genève de 1961 en tant que ministre des Affaires étrangères, fonction qui fut confirmée l'année suivante par l'Accord de la Plaine des Jarres (juin 1962) sur la répartition nominative des portefeuilles dans le gouvernement tripartite d'union nationale. Ce fut à ce titre qu'il signa au nom du Laos les Accords de Genève. Pendant les quatorze mois que dura cette conférence, Quinin Pholsena ne cacha jamais

(9) « *La Libre Belgique* », 23-1-69.

(10) *Est et Ouest* n° 333.

ses sympathies pour Pékin. Après sa mort, sa fille alla se réfugier en Chine populaire, puis revint au Laos dans les zones occupées par le Pathet Lao.

La rivalité entre les deux tendances au sein du Pathet Lao a eu des développements dramatiques.

L'été dernier, en effet, on apprit que le fils aîné du prince Souphanouvong avait été tué au Laos en zone Pathet Lao. Le jeune prince avait effectué un séjour à l'université de Pékin, mais il avait terminé ses études supérieures à celle de Moscou et il ne cachait pas ses sympathies pro-soviétiques, avec encore moins de prudence que son père. La version donnée, par des journalistes nord-vietnamiens, de cette mort fut qu'elle était survenue au cours d'une rixe après boire sur laquelle ils greffèrent une histoire sentimentale.

Ces affirmations furent contredites quelques mois plus tard par des personnalités lao connaissant la famille Souphanouvong. Pour celles-ci, la fin tragique du jeune prince fut l'œuvre de la faction pro-chinoise du Pathet Lao, dont le chef du Neo Lao Haksat est plus ou moins l'otage actuellement.

Ce meurtre n'aurait pas été unique. Peu après, Kaysone aurait été tué dans une embuscade tendue en réalité par les pro-soviétiques du Pathet Lao. La R.D.V. a démenti cette nouvelle, mais le nom de Kaysone n'a plus figuré sur la liste des membres du Bureau politique et du C.C. du Neo Lao Haksat citée par la presse de Hanoï aux grandes occasions, notamment à l'occasion du 3e Congrès national extraordinaire du Neo Lao Haksat qui se tint du 25 octobre au 1er novembre 1968 dans la région de Sam Neua.

LE 3e CONGRÈS ET LE PROGRAMME DU NEO LAO HAKSAT

Le 1er Congrès national du Neo Lao Haksat s'était déroulé à Sam Neua en 1956, le second huit ans plus tard dans la même région et le dernier, qualifié d'*extraordinaire*, fut convoqué pour resserrer « l'union nationale » entre les communistes lao — déjà divisés entre eux — et leurs alliés des « Forces neutralistes patriotiques ».

Entre le 2e et le 3e Congrès s'était tenue une « conférence politique nationale » entre le Neo Lao Haksat et les « Forces neutralistes patriotiques lao » en octobre 1965.

A cette conférence, le Neo Lao Haksat fit connaître sa « *position en quatre points* » et proposa une « *solution en cinq points* ». Par une curieuse coïncidence, ce fut précisément cette année-là que le F.N.L.S.V. publia ses « *cinq points* » (22 mars 1965) et la R.D.V. ses « *quatre points* » (8 avril 1965).

La « position » en quatre points du Néo Lao Haksat ainsi que sa « solution » en cinq points étaient un mélange des « points » de Hanoï et du « Front » à la sauce lao.

La « position » proclama la nécessité de :

« *1°) — Sauvegarder résolument la paix, la neutralité, la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale du Laos sur la base du respect strict et de l'exécution correcte des Accords de Genève de 1962 et des Accords tripartites de Zurich de 1961 et de la Plaine des Jarres de 1962 ;*

« *2°) — Lutter opiniâtrement pour la mise en échec de l'intervention et de l'agression, sous quelque forme que ce soit, des impérialistes américains à l'encontre du Laos ;*

« *3°) — Garantir au peuple lao le droit de régler lui-même ses propres affaires par voie de négociation pacifique entre les parties intéressées sans ingérence des impérialistes américains ;*

« *4° — Lutter avec persévérance pour l'application du programme politique du Gouvernement d'Union Nationale tripartite visant à promouvoir un Laos pacifique, neutre, indépendant, démocratique, unifié et prospère* » (11).

La solution préconisée par les communistes lao pour parvenir à la mise en application de ces quatre points n'est rien d'autre qu'une capitulation pure et simple du gouvernement royal, notamment le point 3. On lit en effet dans cette solution en cinq points :

« *1°) — Retirer du Laos la totalité des troupes, personnel militaire, organisations militaires camouflées, armes et matériel de guerre des impérialistes américains et de leurs satellites introduits illégalement au Laos ; liquider toutes les bases américaines en territoire lao ;*

« *2°) — Cesser complètement tout acte d'agression des impérialistes américains contre le Laos, en premier lieu, cesser immédiatement l'envoi des forces aériennes américaines et des troupes pro-américaines pour attaquer la zone contrôlée par les forces patriotiques lao ;*

« *3° — Mettre un terme à toute collusion entre les valets des U.S.A. de Vientiane, de Bangkok et de Saïgon et à l'utilisation des territoires thaïlandais et sud-vietnamien comme tremplins d'ingérence au Laos ;*

« *4°) — Entreprendre sérieusement et dans un esprit de compréhension et de concession réciproques des négociations tripartites pour continuer à régler tous les problèmes litigieux entre les parties intéressées en vue de stabiliser pas à pas la situation du pays ;*

« *5°) — Restaurer la structure d'organisation et le principe de l'unité tripartite du Gouvernement d'Union Nationale du Laos établi sur la base des Accords de Zurich de 1961 et de la Plaine des Jarres de 1962* » (11).

On connaît les avantages que tirèrent les communistes lao de ces accords comme de ceux de Genève de 1962 (12). Toutefois, à l'étude de ces textes élaborés pour un resserrement de l'alliance du Neo Lao Haksat et des « Forces Neutralistes patriotiques », on est en droit de se demander les raisons pour lesquelles le rapport politique du 3e Congrès du Neo Lao Haksat ne mentionne qu'une seule fois

(11) « *Le Courrier du Vietnam* » n° 171, Hanoï, 1-1-68.

cette alliance, malgré la présence à la tribune officielle de Khamousk Kéola, ancien ministre neutraliste du gouvernement de Vientiane « démissionné », qui alla se réfugier à Nanning au Yunnan avant de regagner les zones Pathet Lao.

Contrairement à l'usage généralement admis dans les P.C., ce ne fut pas le Secrétaire général du parti qui donna lecture du rapport politique, mais le Président du C.C., le prince Souphanouvong en personne. Ce rapport qui ne rappelle en rien le style habituel du prince Souphanouvong constitue dans le fonds comme dans la forme un alignement total sur Hanoï.

Après avoir brossé un tableau des quatre années écoulées entre les deux derniers congrès, le prince Souphanouvong reconnut que, « *en même temps, les grands succès de la lutte des peuples du monde, du peuple vietnamien en particulier, ont influé grandement sur la situation au Laos* ».

« *Dans le but de faire du Laos une néo-colonie et une base pour des provocations de guerre, les impérialistes américains sont en train de mener une* guerre spéciale *contre le peuple lao. Ils ont foulé aux pieds les Accords de Genève de 1954 et de 1962, saboté le gouvernement d'union qu'ils ont eux-mêmes reconnu. Ils se sont servi du Prince Souvanna Phouma et de la clique de traîtres au Laos pour mettre sur pied une administration fantôche qu'ils utilisent comme instrument principal au service de leur agression contre notre pays* » (13).

En lisant ce texte, on croirait se retrouver devant les discours d'un Xuan Thuy ou d'un Tran Buu Kien aux séances plénières des réunions de Paris sur le Vietnam.

Le prince Souphanouvong s'empressa d'ailleurs de saluer comme « une victoire » la présence d'une délégation F.N.L.S.V. aux négociations de Paris. Il déclara, en effet, à un journal communiste : « *Le peuple lai et le Neo Lao Haksat sont très heureux de saluer et d'acclamer cette victoire du peuple vietnamien frère, en la considérant comme la leur propre. En réalité, de par l'objectif stratégique d'ensemble des impérialistes américains à l'encontre de l'Indochine entière, cette victoire du peuple vietnamien ne peut pas ne pas avoir de répercussion sur la situation au Laos : elle est avant tout une source de puissant encouragement pour les forces patriotiques et le peuple lao* » (14).

(12) *Est et Ouest* n° 310.
(13) « *Le Courrier du Vietnam* » n° 192, Hanoï, 25-11-68.
(14) « *L'Humanité* », 16-12-68.

Le prochain numéro d'EST et OUEST paraîtra le Jeudi 5 Juin 1969

L'AVENIR DU LAOS

Les délégués communistes vietnamiens aux réunions de Paris ont beau répéter inlassablement que leurs interlocuteurs américains et sud-vietnamiens n'ont pas le droit de porter le problème du Laos à la conférence, il faudra bien un jour (si l'on veut véritablement restaurer la paix dans la péninsule indochinoise) aborder cette question comme celle du Cambodge.

Depuis des années, le prince Souvanna a élevé de nombreuses protestations contre l'utilisation du territoire lao par des troupes nord-vietnamiennes. Hanoï réplique en affirmant que ce sont là « calomnies », « pure invention », en se fondant sur le fait que les troupes de l'A.P.V.N. au Laos ne sont pas des forces régulières, mais des « volontaires ».

Dans le dernier mémorandum qu'il a adressé le 3 mars 1969 aux deux co-présidents de la Conférence de Genève de 1962 (Grande-Bretagne et U.R.S.S.), le prince Souvanna Phouma a souligné que : « *Bien que signataire de l'Accord de Genève garantissant la souveraineté du Royaume du Laos, le Nord-Vietnam a violé tous les articles de cet accord international et est intervenu sans vergogne dans les affaires intérieures du Laos* ». Et le Premier ministre du gouvernement royal ajoutait :

« *Il est douloureux pour la population laotienne de se rappeler que le Nord-Vietnam s'est servi abusivement du territoire laotien pour transporter ses troupes vers les champs de bataille du Sud-Vietnam, et qu'en outre 40.000 soldats communistes nord-vietnamiens sont en train de semer la guerre et les dévastations sur le sol laotien... au mépris de toutes les règles du droit international, de tous les principes de coexistence pacifique et en violation des deux Accords de Genève de 1954 et de 1962* » (15).

L'avenir du Laos est étroitement lié à l'évolution du conflit vietnamien, comme le faisait remarquer Nicolas Lang à son retour d'un voyage dans le Sud-Est asiatique. En cas d'aggravation de la guerre au Vietnam, le Laos constituerait une sorte de base logistique dont l'importance pourrait être décisive. Par contre si les Nord-Vietnamiens acceptaient que le royaume soit une sorte d' « Etat tampon », on reviendrait *grosso modo* à la situation de 1962, les Accords de Genève garantissant l'indépendance et la neutralité lao. Mais si Hanoï entend faire du Laos un authentique satellite en y instaurant un « régime populaire », il est vraisemblable que l'on assistera à une intervention thaïlandaise.

Bangkok, en effet, ne pourrait admettre l'installation d'un régime communiste sur l'autre rive du Mékong. *La situation risquerait alors d'être très grave, car on irait quasi inévitablement à un conflit thaïlando-nord-vietnamien, avec toutes les conséquences internationales que cela suppose.*

André TONG.

Le numéro : 3,00 F.

Le Directeur de la Publication : CLAUDE HARMEL, 86, bd Haussmann (8e)
Imp. EDIMPRA, 104, bd de Clichy, Paris-18e